Instantans juillet-aot 2024

Dossier de la rdaction de H2o
July 2024

Monde

Les enfants, premires victimes des chaleurs extrmes

Prs d'un demi-milliard d'enfants subissent au moins deux fois plus de journes extrmement chaudes que leurs grands-parents

D'aprs une nouvelle analyse de l'UNICEF, 466 millions d'enfants, soit un enfant sur cinq, vivent dans des endroits enregistrant au moins deux fois plus de journes extrmement chaudes par an qu'il y a peine 60 ans. En s'appuyant sur une comparaison de la moyenne des tempratures dans les annes 1960 et de celle pour la priode 2020-2024, l'analyse lance un srieux avertissement sur la rapidit et l'chelle auxquelles se multiplient les journes extrmement chaudes, dfinies comme des jours o les tempratures dpassent 35 C. Prs d'un demi-milliard d'enfants sont concerns travers le monde, et bon nombre d'entre eux sont privs des infrastructures et des services permettant d'y faire face. L'analyse a par ailleurs examin des donnes de niveau national ayant rvl que, dans 16 pays, les enfants subissent dsormais plus d'un mois de journes extrmement chaudes supplmentaires par rapport il y a 60 ans. Toujours selon l'analyse, les enfants d'Afrique de l'Ouest et centrale sont les plus exposs aux journes de chaleur extrme, et connaissent l'augmentation la plus importante de ces dernires au fil du temps.

Le stress thermique exerc sur le corps par l'exposition la chaleur extrme fait peser des menaces sans gales sur la sant et le bien-tre des enfants et des femmes enceintes, en particulier lorsqu'aucune solution pour se rafrachir n'est disponible. Des liens ont t tablis entre le stress thermique et certaines complications durant la grossesse, telles que des maladies chroniques gestationnelles ou des effets indsirables l'accouchement, notamment la mortinaissance, l'insuffisance pondrale ou la prmaturit. Des niveaux excessifs de stress thermique contribuent galement la malnutrition et aux maladies non transmissibles chez les enfants, en particulier celles lies la chaleur. Les enfants sont aussi plus vulnrables aux maladies infectieuses qui se propagent sous de fortes tempratures, l'instar du paludisme et de la dengue. Par ailleurs, des donnes probantes indiquent que le stress thermique affecte le dveloppement neurologique, la sant mentale et le bien-tre. Outre le fait que ces pisodes sont en augmentation dans tous les pays du monde, l'analyse montre que les enfants sont galement exposs des vagues de chaleur plus intenses, plus longues et plus frquentes. Enfin, les rpercussions des alas lis au climat sur la sant des enfants sont dmultiplies par la faon dont ces mmes alas affectent la scurit et la contamination alimentaires et hydriques, dgradent les infrastructures, interrompent les services - notamment ducatifs - destins aux enfants, et provoquent des dplacements.

Au cours des prochains mois, tous les tats parties l'Accord de Paris devront prsenter leurs nouveaux plans nationaux d'action climatique, autrement dsigns par l'expression "contributions dtermines au niveau national" (CDN 3.0). Ces plans orienteront l'action climatique des dix prochaines annes. Ils reprsentent l'occasion de dfinir des solutions concrtes chnce fixe, afin de raliser les objectifs de l'Accord de Paris. ce titre, l'UNICEF exhorte les dirigeants, les gouvernements et le secteur priv mettre en uvre de toute urgence des interventions climatiques audacieuses, qui garantissent le respect du droit de chaque enfant un environnement propre, sain et durable.

UNICEF

Quatre milliards de personnes ne disposent pas d'un approvisionnement sûr en eau potable

Selon une étude récente menée par les chercheurs de l'EAWAG, plus de la moitié de la population mondiale ne dispose pas d'un approvisionnement sûr en eau potable. C'est ce que montre une carte globale élaborée l'équipe à l'aide de l'apprentissage automatique entraînée avec les données d'enquêtes dans les foyers et des données issues de l'observation de la Terre, et publiée dans la revue *Science*. "Le fait que tant de personnes dans le monde n'aient pas un accès raisonnable à l'eau potable doit nous faire réfléchir", déclare Martin Ackermann, directeur de l'EAWAG, qui estime que les ressources en eau doivent être mieux protégées et que nous devons encore développer et diffuser des méthodes qui permettent de traiter et de distribuer l'eau en toute sécurité.

EAWAG

À

Réchauffement

La température de l'eau son plus haut depuis 400 ans dans la Grande Barrière de corail

Un record depuis plusieurs siècles : la température de l'eau de la célèbre Grande Barrière de corail en Australie est plus élevée ces 10 dernières années que depuis 400 ans, selon une étude scientifique. Elle avait augmenté chaque année depuis 1960 mais a été particulièrement élevée lors des récents épisodes de blanchiment de coraux, selon un travail publié dans la revue *Nature*. Un réchauffement des eaux qui est très probablement la conséquence du changement climatique causé par l'action humaine. La co-auteurice de l'étude Helen McGregor se dit extrêmement inquiète de ces hausses sans précédent.

La Grande Barrière de corail, qui s'étend sur 2 300 kilomètres le long de la côte de l'État du Queensland (nord-est de l'Australie), est considérée comme la plus grande structure vivante du monde. Elle abrite une biodiversité extrêmement riche, avec plus de 600 espèces de coraux et 1 625 espèces de poissons.

Le Devoir

À

Exploitation minière en haute mer

Une victoire en demi-teinte pour les opposants

Après trois semaines d'intenses négociations à Kingston (Jamaïque), le congrès de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) s'est clôturé le 2 août sur un bilan mitigé. Alors que la société minière The Metals Company menace de soumettre prochainement une demande d'exploitation minière commerciale des nodules polymétalliques du fond de l'Océan Pacifique, les discussions interétatiques n'ont toujours pas abouti à un code minier pour encadrer ces potentielles activités d'extraction. Si le pas vers un moratoire, poussé par les ONG, n'a pas été franchi, celles-ci saluent cependant un "plan en faveur de la défense des grands fonds" : 32 États déclarent aujourd'hui une pause de précaution.

Par ailleurs, l'assemblée de l'AIFM a élu l'océanographe brésilienne Leticia Carvalho au poste de secrétaire générale. Elle bat ainsi le controversé titulaire Michael Lodge, qui brigait un troisième mandat de quatre ans, jugé trop "pro-extraction" par les ONG.

Actu Environnement

Polytechnique Insights remet en une plusieurs articles sur le sujet -Â Polytechnique InsightsÂ Â

RECHERCHE

Une nouvelle Étude rÉajuste l'impact de la fonte des glaces sur le niveau de l'eau

La vitesse À laquelle la fonte des glaces en Antarctique fait monter le niveau de l'eau de la mer pourrait Être moins importante qu'anticipÉe, si les circonstances sont favorables. C'est ce que rÉvÉle une Étude dirigÉe par une Équipe de l'UniversitÉ McGill. a calotte antarctique fait prÉs de trois kilomÉtres d'Épaisseur. Quand le climat se rÉchauffe et que la glace quitte les bords du continent, la terre sous la glace est libÉrÉe du poids de celle-ci et remonte. Ce phÉnomÈne appelÉ rebond postglaciaire est au cœœur de l'Étude. Cet effet peut Être Ê double tranchant. Si les Émissions de gaz À eff de serre baissent, le rebond aura le temps de se dÉvelopper suffisamment pour ralentir l'Écoulement de la glace vers l'ocÉan. D'une certaine maniÈre, c'est un mÉcanisme de stabilisation, rÉsume la professeure Natalya Gomez, auteure principale de l'Étude et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les interactions entre la calotte glaciaire et le niveau de la mer. Dans un scÉnario oÀ les Émissions suivraient celles prÉvues par les accords de Paris, cet effet pourrait ralentir jusqu'À 40 % la montÉe de l'eau, assure-t-elle. Cependant, si le rÉchauffement climatique continue au mÊme rythme, ce rebond n'aura pas le temps de survenir.

La Presse canadienne -Â Radio-Canada

The influence of realistic 3D mantle viscosity on Antarctica's contribution to future global sea levelsÂ -Â Science Advances

Â

Zones arides

L'incroyable diversitÉ des plantes pour s'adapter À un climat extrÊme

Trois scientifiques de l'INRAE, du CNRS et de l'UniversitÉ de sciences et technologies du roi Abdullah en Arabie Saoudite ont coordonnÉ une Étude internationale À grande Échelle impliquant 120 scientifiques de 27 pays pour comprendre comment les plantes des zones arides se sont adaptÉes À ces milieux extrÊmes. Durant 8 ans, ils ont collectÉ des Échantillons parmi des centaines de parcelles arides sÉlectionnÉes sur 6 continents, pour analyser prÉs de 1 350 observations faites sur plus de 300 espÈces de plantes, une premiÈre À cette Échelle. Les rÉsultats, publiÉs dans Nature, montrent que les plantes des zones arides adoptent une multitude de stratÉgies d'adaptation, une diversitÉ qui augmente avec le taux d'ariditÉ. Ce serait l'isolement des plantes en zone aride, et donc un dÉclin de la compÉtition entre elles, qui permettrait l'expression d'une diversitÉ de formes et de fonctions unique au monde, 2 fois plus importante qu'en zone plus tempÉrÉe. Cette Étude offre de nouvelles perspectives pour comprendre l'architecture du vÉgÉtal, l'adaptation des plantes aux milieux extrÊmes, l'origine de la colonisation des milieux terrestres par les vÉgÉtaux, et la capacitÉ des plantes À rÉpondre aux changements globaux en cours.

CNRSÂ

Â

Biodiversité à l'échelle mondiale

Des indicateurs de diversité génétique prêts à l'emploi

La diversité génétique est fondamentale pour le maintien et la résilience des espèces et des écosystèmes. Dans le contexte du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM), dont la France est signataire, un consortium international, intégrant l'INRAE, l'Université Claude Bernard Lyon 1 et le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie, a développé et démontré la faisabilité de l'utilisation de 2 indicateurs de diversité génétique reposant sur des données existantes et disponibles sans nécessité d'ADN. Un test grandeur nature s'est déroulé dans 9 pays et sur plus de 900 espèces. Les résultats, publiés dans *Ecology Letters*, montrent que les indicateurs peuvent être calculés rapidement avec un investissement limité. Pour 58 % des espèces évaluées, les populations existantes sont trop petites et perdent leur diversité génétique, compromettant leur survie à long terme. À partir de 2026, les 196 signataires devront rendre compte de l'état de diversité génétique de leur territoire grâce à ces indicateurs de référence. Pour accomplir leur prise en main, des ateliers seront organisés et co-construits avec les parties prenantes nationales et locales de la gestion de la biodiversité.

INRAE

À

Les espèces de poissons les plus menacées sont les moins étudiées

Les poissons de récif les plus menacés sont les plus ignorés par les scientifiques et le grand public. Tel est le résultat surprenant d'une équipe de scientifiques menée par un chercheur du CNRS, Nicolas Mouquet, directeur scientifique du Centre de synthèse et d'analyse sur la biodiversité (CESAB) de la FRB. Dans leur étude publiée dans *Science Advances*, ils ont mesuré l'intérêt humain à l'égard de 2 408 espèces de poissons de récif marin et ont révélé que la communauté scientifique serait davantage guidée par l'attrait commercial des poissons que par leur importance écologique. Le grand public semble, quant à lui, surtout influencé par les aspects esthétiques de certaines espèces (tels que le poisson scorpion, *Pterois volitans*, ou le poisson-mandarin, *Synchiropus splendidus*). Ainsi donc, les Blennies (Blenniidae) et les Gobiidés (Gobiidae), deux familles de poissons ne reçoivent presque pas l'attention du public et peu d'effort de recherche. Ces poissons ont pourtant un rôle clé dans le fonctionnement des récifs, notamment comme nettoyeurs. De petite taille, ils sont essentiels dans la trophodynamique des récifs, c'est-à-dire le transfert de l'énergie et de la matière fournies par les petites proies vers les consommateurs plus gros.

Pour arriver à ces résultats, les scientifiques se sont appuyés sur le big data : bases de données scientifiques, réseaux sociaux et statistiques de consultation de pages Wikipédia des différents poissons. Par exemple, les 2 408 espèces étudiées cumulent plus de 17 millions de vues sur Wikipédia, mais 50 % de ces vues ne concernent que 7 % des espèces ici considérées, et 20 % des vues seulement 1 % de ces espèces. Plus encore : 1 % des espèces étudiées cumulent presque 50 % des publications scientifiques.

Ces résultats mettent ainsi à jour les biais qui nuisent directement à la préservation des espèces marines ; à tel point que les auteurs sonnent aujourd'hui l'alarme. Ces derniers soulignent l'importance d'aligner l'intérêt humain pour la biodiversité avec les besoins de conservation et la santé des écosystèmes. Aussi, les chercheurs et chercheuses proposent d'initier des campagnes de sensibilisation afin d'attirer l'attention du public sur les espèces en danger et négligées. Enfin, ils suggèrent de mettre en place des programmes de recherche prenant en compte toutes les composantes des écosystèmes, pour une stratégie de préservation globale et non plus orientée par des impératifs commerciaux.

CNRS à

À

Dans les lacs, des bactéries luttent contre le changement climatique

Les bactéries qui oxydent le méthane pourraient jouer un rôle plus important que supposé en empêchant que les lacs ne libèrent ce gaz nocif pour le climat. C'est ce que déclarent des chercheurs de l'Institut Max-Planck de microbiologie marine à Brême et de l'EAWAG. L'étude montre en outre quelle en est la cause et comment le processus fonctionne.

Le méthane est un puissant gaz à effet de serre qui se forme à de nombreux endroits en mer et dans les cours d'eau douce. Les lacs sont les plus grands émetteurs de ce gaz nocif pour le climat. Mais il existe par chance des micro-organismes permettant de contrer le phénomène. Ceux-ci sont capables d'utiliser le gaz pour leur croissance et comme source d'énergie, empêchant ainsi qu'il s'échappe dans l'atmosphère. Ces micro-organismes, appelés méthanotrophes, sont par conséquent considérés comme un important "filtre biologique à méthane". Ils se divisent en plusieurs groupes et de nombreuses questions sur leur mode de vie n'ont pas encore trouvé de réponse. Une étude de l'Institut Max-Planck de microbiologie marine à Brême et de l'Institut de recherche sur l'eau EAWAG, qui vient de paraître dans la revue scientifique *Nature Communications*, met en lumière les surprenantes capacités de certains de ces organismes et leur rôle jusque-là insoupçonné pour notre climat.

EAWAG

À

Des bactéries pour assainir des environnements producteurs de méthane et d'oxyde nitreux

En s'intéressant à un groupe de bactéries qui se nourrissent de méthane, des chercheurs ont découvert que certains de ces méthanotrophes sont dotés d'une capacité métabolique leur permettant d'éliminer aussi l'oxyde nitreux qu'ils respirent. Ce groupe de bactéries se trouve notamment dans des tourbières, des zones humides, des rizières et des sols forestiers, précise l'étude publiée dans la revue *Nature Communications*. Samuel Imisi Awala, chercheur au département des sciences biologiques et de biotechnologie à l'Université nationale de Chungbuk (Corée du Sud), et auteur principal de l'article, reconnaît avoir écrit ces conclusions.

Bassirou Bâ - À Radio-Canada

Nitrous oxide respiration in acidophilic methanotrophs - À *Nature Communications* À

À

La biodégradation de produits anti-moustiques n'est que partiellement élucidée

Les micro-organismes présents dans les biofilms des rivières peuvent dégrader les substances nocives. Certains sont également capables de dégrader les biocides, notamment le diéthyltoluamide (DEET), un insectifuge - c'est du moins ce que l'on suppose. Des chercheurs de l'Institut de recherche sur l'eau EAWAG ont découvert que le DEET est mieux dégradé lorsque la proportion d'eaux usées purifiées est élevée dans le cours d'eau. Ils en attribuent la responsabilité des enzymes spécifiques qui se trouvent surtout à l'effluent des stations d'épuration renvoyant l'eau dans le cours d'eau. Mais ils n'ont pu identifier clairement ces enzymes que de manière rudimentaire. Leurs travaux ont eu une première publication dans la revue *Water Research*.

EAWAG

À

Caractérisation du microbiome du sol dans l'optique d'une application raisonnée de fertilisation azotée

L'azote est un élément essentiel à la croissance des plantes. Plus de 50 % de l'azote (N) appliqué au champ n'est pas assimilé par les plantes. L'incapacité des programmes de fertilisation à adapter les recommandations au potentiel biogéochimique microbien des sols constitue un obstacle important à la détermination de la dose et du type d'engrais à appliquer. Il a été démontré que les rendements et la qualité du blé à la récolte peuvent être prédits sur la base de la structure du microbiome observée au printemps. Ce projet vise à développer un modèle prédictif de la dose optimale d'azote économique (OEDN) en intégrant des données météorologiques. En comprenant mieux comment les communautés microbiennes du sol influencent les besoins en fertilisants azotés des cultures, les chercheurs de l'INRS du Canada espèrent réduire les applications excessives d'azote, minimiser les impacts environnementaux et améliorer la durabilité des pratiques agricoles. Le projet se concentrera sur la culture du maïs, en utilisant une base de données de 179 sites pour analyser la relation entre les variables climatiques, agronomiques, microbiologiques et géométriques.

Projet INRS Canada

À

Des germes résistants aux antibiotiques dans les eaux usées

Les bactéries résistantes aux antibiotiques constituent un danger sanitaire dans le monde entier. Il est donc d'autant plus important de suivre leur propagation et, surtout, d'identifier les tendances. Les chercheurs de l'EAWAG ont analysé pendant plus d'un an la propagation des colibacilles résistants aux antibiotiques dans six stations d'épuration suisses. L'étude montre que la surveillance des eaux usées peut aider à observer les tendances et les différences régionales, indépendamment des cas de maladie avérés. Elle fournit en outre des bases pour informer de l'efficacité des mesures préventives.

EAWAG

À

Procédure de détection instantanée des nanoplastiques

Un procédé mis au point par une équipe de l'Université McGill (Montréal) permet de détecter instantanément les nanoplastiques en suspension dans l'eau, et mieux encore de les différencier des autres matières, cela même lorsqu'ils sont recouverts d'autres particules.

La microscopie holographique en ligne nanométrique assistée par l'intelligence artificielle, ou nano-DIHM assistée par l'IA, permet de détecter ces particules sur place et en temps réel. Les échantillons prélevés sont analysés directement sur le terrain, et n'ont plus besoin d'être envoyés en laboratoire pour être examinés. Avec la nouvelle méthode, estiment les responsables du projet, il devient plus facile de localiser les points chauds de pollution et d'y remédier efficacement. "Nous sommes en mesure non seulement de détecter des nanoparticules en quelques millisecondes, mais de générer des informations chimio-physiques en temps réel et in situ qui n'existaient absolument pas avant", a expliqué Parisa Ariya, l'autrice principale de l'étude qui est notamment professeure James McGill au département de chimie ainsi qu'au département des sciences atmosphériques et océaniques.

McGill - communiqué

Nanoplastics in Water: Artificial Intelligence-Assisted 4D Physicochemical Characterization and Rapid In Situ Detection,

Parisa A. Ariya et al. - *Environmental Science & Technology*

À

PFAS

Une étude alerte sur leur augmentation dans la composition des pesticides aux États-Unis

Une nouvelle étude évaluée publiée dans la revue *Environmental Health Perspectives* constitue selon l'Environmental Working Group le "premier examen global sur les nombreuses voies par lesquelles les PFAS ont été introduits dans la composition des produits pesticides américains". Cette étude révèle que près d'un quart des substances actives des pesticides conventionnels autorisés aux États-Unis en 2021 étaient des organofluorés (substances ayant au moins une liaison carbone-fluor - C-F) et 14 % des PFAS (substances répondant à la définition de l'OCDE, ayant au moins un atome de carbone lié à 3 ou 2 fluor - CF₃, CF₂). La part de ces substances autorisées entre 2012 et 2021 est aussi de 61 % pour les organofluorés et de 30 % pour les PFAS, parmi lesquelles les plus utilisées outre-Atlantique sont la trifluarine, le fomesafen et le pyroxasulfone.

Un communiqué de Générations Futures donne le lien vers l'étude - *Générations Futures*

À

ÉTUDE

L'innovation dans les technologies liées à l'eau

L'Office européen des brevets publie une étude sur l'innovation dans les technologies liées à l'eau.

Synthèse en français - *Full study*

OUTIL

La plateforme de science ouverte Canal-U vient de mettre en ligne trois vidéos sur les indicateurs de qualité de sols et leur usage dans un contexte de transitions agricoles.

Canal-U

PUBLICATION

Villes durables : Des solutions innovantes pour la gestion de l'eau

Les villes doivent devenir plus durables et utiliser leurs ressources en eau plus efficacement. Générer ce précieux élément dans des circuits locaux de petite taille est une solution possible. Un nouveau livre blanc publié par l'EAWAG, l'Université de Berkeley et la société de conseil BlueTech Research montre comment y parvenir grâce à des approches innovantes. Trois feuilles de route décrivent les possibilités à l'échelle des bâtiments, des quartiers urbains et des villes, agriculture régionale incluse. Six métropoles à travers le monde (San Francisco, Bangalore, Hambourg, Helsingborg, Genève, Paris) ouvrent la voie à d'autres villes intéressées par l'intégration de solutions innovantes pour la gestion de l'eau.

EAWAG

Â

POINT DE VUE

Une vie de qualité et écologique pour tous est possible

Aujourd'hui, l'humanité ne gère pas la Terre de manière durable. Le réchauffement climatique, la déforestation et le recul de la biodiversité mettent notre planète à rude épreuve. Cet état des lieux incite les uns et les autres au pessimisme : pouvons-nous vraiment créer une vie écologique et agréable pour tous les habitants de la Terre ? Oui, disent les chercheurs de l'EMPA. Dans une nouvelle étude publiée dans le Journal of Cleaner Production, ils ont démontré que - du moins techniquement - plus de dix milliards d'êtres humains peuvent vivre durablement sur la Terre, et qu'un niveau de vie convenable peut être atteint par tous.

Pour leur calcul, Hauke Schlesier et Harald Desing du laboratoire Technologie et Sociétés de l'EMPA, en collaboration avec Malte Schäfer de l'Université technique de Braunschweig, ont utilisé le modèle dit du "donut". Ce modèle se compose de deux cercles concentriques. Le cercle extérieur représente les limites d'importantes ressources planétaires, dont par exemple la biodiversité, le climat ainsi que l'utilisation des terres et de l'eau, dont le dépassement augmente le risque de changements environnementaux brutaux et irréversibles à grande échelle. Un cercle intérieur rempli signifie que les besoins humains fondamentaux sont satisfaits et qu'un niveau de vie adéquat est atteint pour tous les êtres humains. Le véritable donut est la zone située entre ces cercles : la quantité de ressources naturelles qui pourraient encore être utilisées en toute sécurité au-delà de la réalisation d'un niveau de vie adéquat.

EMPA

Â

REGARDER %COUTER AGIR

James Webb apporte les premières preuves de l'existence d'une exoplanète océan

Une équipe de planétologues du CNRS, en collaboration avec des astronomes de l'Université de Montréal, vient d'apporter les premières preuves tangibles montrant que l'exoplanète tempérée LHS 1140 b pourrait être une planète océan.

Cette planète, située à environ 48 années-lumière du système solaire dans la constellation de la Baleine, avait été observée ces dernières années par les télescopes spatiaux Hubble, Spitzer, TESS et l'instrument ESPRESSO situé sur

Le télescope VLT au Chili. Ces observations, sur lesquelles les équipes du CNRS et de l'Université de Montréal avaient déjà collaboré, avaient alors permis de mesurer avec précision la masse et le rayon de LHS1140b, révélant la faible densité de la planète. Cette faible densité suggère la présence d'une épaisse enveloppe d'hydrogène et d'hélium et d'une importante quantité d'eau sur la planète. En observant LHS1140b en décembre 2023, le télescope spatial James Webb (JWST) et son instrument NIRISS ont démontré que la planète a aujourd'hui perdu son enveloppe d'hydrogène et d'hélium. Ce résultat surprenant a été confirmé par une analyse indépendante et simultanée réalisée avec un instrument du JWST, le NIRSpec, opérant à des longueurs d'onde différentes de celle du NIRISS. Cela implique donc que la faible densité de la planète est due à une quantité d'eau bien plus importante que sur Terre. Compte tenu de la distance entre la planète et son étoile, cette eau a toutes les chances de se trouver au moins en partie sous forme liquide, formant des océans en surface et/ou dans la sous-surface de la planète. Cette conclusion, qui constitue le premier résultat prometteur du JWST dans l'étude des planètes potentiellement habitables, a été publiée dans la revue *The Astrophysical Journal Letters*.

Les laboratoires français travaillant sur cette étude sont le Laboratoire de météorologie dynamique (CNRS/École Polytechnique/ENS - PSL/Sorbonne Université), le Laboratoire d'astrophysique de Bordeaux (CNRS/Université de Bordeaux) et le Laboratoire d'études spatiales et d'instrumentation en astrophysique (Observatoire de Paris - PSL/CNRS/Sorbonne Université/Université Paris Cité).

L'exoplanète tempéroie LHS 1140 b constitue l'exoplanète dans une zone habitable la plus prometteuse dans notre recherche d'eau liquide au-delà du système solaire. Elle fait 1,7 fois la taille de notre planète Terre (à droite) et pourrait être un monde entièrement recouvert de glace (à gauche), comme Europe, la lune de Jupiter, ou un monde de glace avec un océan substellaire liquide et une atmosphère nuageuse (au centre). Vue de l'artiste B. Gougeon, UdeM.

CNRS

À

Protection des baleines en Méditerranée

De nouvelles données confirment que la limitation de la vitesse des navires est nécessaire pour éviter l'extinction des grandes baleines dans le nord-ouest de la Méditerranée. Maintenir la vitesse des navires en dessous de 10 nœuds est le seul moyen efficace d'éviter le risque de collisions mortelles avec des baleines menacées dans des zones telles que la zone maritime particulièrement sensible (ZMPS) du nord-ouest de la Méditerranée, où l'ajustement des routes maritimes n'est pas une option réalisable dans la pratique. Une nouvelle analyse des données de trafic réalisée par OceanCare et Quiet-Oceans montre que 80 % des distances parcourues par les navires marchands dans la ZMPS en 2023 l'ont été à des vitesses supérieures à 10 nœuds. En particulier, les transbordeurs rouliers, avec un total de plus de millions de kilomètres parcourus en 2023, ont navigué à des vitesses supérieures sur plus de 90 % de leurs distances.

OceanCare et ses organisations partenaires demandent au gouvernement espagnol d'inclure une limitation obligatoire de la vitesse des navires dans le futur plan de gestion de la zone de protection marine "Corridor migratoire des cétacés" qui fait partie de la ZMPS.

Ships and whales: a fatal relationship? - OceanCare

Â

Nager avec les poissons dans le bassin des chutes du Rhin

Grâce à une vue en 3D à travers le Fischoskop, les poissons du bassin des chutes du Rhin peuvent être observés de près.

Actuellement, le Rhin a encore beaucoup d'eau. Comme le lac de Constance est trop plein, environ 800 000 litres déferlent chaque seconde dans le bassin en contrebas, via les chutes du Rhin. Depuis toujours, ce bassin n'a pas seulement été plein de mystères, mais aussi le terminus de tous les poissons qui ont réussi à remonter le courant jusque là. Il est interdit de nager dans le bassin des chutes du Rhin. D'ordinaire, le Fischoskop permet de plonger dans le bassin des chutes du Rhin sans se mouiller. Les poissons qui s'y trouvent peuvent être vus de près grâce à la réalité virtuelle. Au cours d'un voyage de quelques minutes, les spectateurs reçoivent des informations sur quelques espèces de poissons et leur habitat.

Le projet vise à faire vivre les sciences naturelles. Il s'agit d'un projet pilote financé par le fonds de loterie de Schaffhouse. Il a été accompagné par la ZHdK et l'EAWAG et réalisé par la société Timescope de Paris. La Naturforschende Gesellschaft Schaffhausen SHnat a également participé au projet.

EAWAG

Â

CONCOURS PHOTO

Calendrier 2025 de l'OMM

L'Organisation mtorologique mondiale (OMM) annonce le lancement de son concours de photographies pour le calendrier 2025, l'une de ses activits annuelles les plus attendues. Cette anne, le concours concordera avec le thme de la Journe mtorologique mondiale 2025 "Comblen ensemble les lacunes en matire d'alertes prcoces", lequel est ax sur l'Initiative Alertes prcoces pour tous. L'OMM clbrera galement le 75me anniversaire de sa cration, qui marqu le dbut d'une nouvelle re s'agissant de la coopration internationale dans le domaine de la mtorologie, de l'hydrologie et des sciences gophysiques connexes.

OMM

Europe
top

Risques climatiques & Sant

Ncessit d'une action urgente pour attnuer les risques climatiques relatifs la sant lis aux inondations, aux scheresses et la dtrioration de la qualit de l'eau

Selon un rapport de l'Agence europenne pour l'environnement (AEE) publi le 1er juillet, le changement climatique aggrave les inondations, accentue les scheresses et dtriorie la qualit de l'eau, ce qui constitue une menace croissante pour notre sant. Il est urgent d'acclrer la mise en uvre et d'amliorer la coordination des efforts dploy par les gouvernements, les autorits responsables de l'eau et les prestataires de soins de sant, afin de prvenir l'apparition de ces phnomnes et d'en rduire les effets sur la sant.

Le rapport de l'AEE intitul "Responding to climate change impacts on human health in Europe: focus on floods, droughts and water quality" (Ragir aux effets du changement climatique sur la sant humaine en Europe: inondations, scheresses et qualit de l'eau) met en exergue les effets sur la sant et le bien-tre du changement climatique s'agissant de l'eau, effets qui se font dj sentir dans toute l'Europe et qui se traduisent par un nombre accru de victimes et de blesss, l'apparition d'pidmies de maladies infectieuses et des consquences sur la sant mentale. Entre 1980 et 2022, 5 582 dcs lis aux inondations et 702 dcs lis aux feux de fort ont t enregistrs dans 32 pays europens. Aujourd'hui dj, un europen sur huit vit dans une zone potentiellement sujette aux inondations fluviales et environ 30 % des habitants du sud de l'Europe sont confronts un stress hydrique permanent. Le changement climatique accrotra encore l'exposition des populations aux phnomnes mtorologiques extrmes, ce qui aura de graves consquences sanitaires. L'impact sur la sant des inondations, scheresses, feux de fort et maladies d'origine hydrique ou vectorielle

est le plus fort notamment chez les personnes âgées, les enfants, les individus en mauvaise santé, les groupes à faibles revenus, les agriculteurs et les équipes des services d'urgence. Compte tenu de ces réalités factuelles, le rapport souligne la nécessité impérieuse de mettre en œuvre d'urgence la législation existante de l'UE, en particulier diverses politiques européennes en matière de climat, d'eau et de santé, pour les intégrer davantage et déployer les solutions déjà existantes dans tous les secteurs et à tous les niveaux gouvernementaux, afin de protéger des vies, de prévenir les effets néfastes sur la santé des individus et d'accroître leur bien-être.

AEE

À

Enquête Climat

Les Européens et leur connaissance du changement climatique

Au lendemain d'une séquence électorale en France - européennes et législatives - ayant témoigné d'un recul apparent de l'enjeu climatique, Adèle Zulfikarpasic, directrice générale de BVA Xsight, et Anne-Laure Gallay, directrice du département Opinion de l'institut, font le point sur la connaissance qu'ont les citoyens européens du changement climatique grâce à l'indice de connaissance développé et mesuré dans la sixième édition de l'enquête Climat réalisée pour la Banque européenne d'investissement (BEI).

Fondation Jean Jaurès - en partenariat avec la BEI

Édition 2023-2024 de l'enquête de la BEI sur le climat

À

Des analyses d'eau potable révèlent la présence de TFA dans 94 % des échantillons

Alarmé par les niveaux élevés de contamination par le TFA (acide trifluoroacétique) dans les masses d'eau européennes, le Pesticide Action Network (PAN Europe) et ses membres ont fait analyser 55 échantillons d'eau potable (eau du robinet et eau minérale) provenant de 11 pays de l'Union européenne.

Le TFA a été détecté dans 34 des 36 échantillons d'eau du robinet, avec des valeurs allant de "en-dessous de la limite de détection" (< 20 ng/L) à 4 100 ng/L, comparables à celles trouvées dans les rivières et les lacs européens. Seulement 6 % des échantillons étaient exempts. La moyenne de 740 ng/L dans l'eau potable est inférieure à celle que trouvent dans les rivières et les lacs lors d'un précédent rapport faisant état d'une valeur moyenne de 1 220 ng/L. Les eaux minérales et de source ne sont pas épargnées. 17 échantillons d'eau minérale et 2 échantillons d'eau de source ont été inclus dans le programme d'étude : 12 des 19 échantillons étaient contaminés par le TFA, à des concentrations comprises entre "en-dessous de la limite de détection" et 3 200 ng/L, avec une charge moyenne de 278 ng/L.

Des tests portant sur 24 autres produits chimiques PFAS ont révélé que le TFA représentait plus de 98 % de la charge totale de PFAS dans tous les échantillons testés.

Conclusions Futures

À

SUISSE

Pesticides dans les eaux : Il y a encore du travail

La plateforme VSA Qualité de l'eau et l'EAWAG ont analysé les effets à ce jour des mesures prises dans le cadre du Plan d'action pour la réduction des risques et l'utilisation durable des produits phytosanitaires sur la qualité des eaux. Le nombre de dépassements des valeurs limites a nettement diminué depuis 2019. Néanmoins, de nombreux kilomètres de cours d'eau et de ruisseaux sont toujours aussi pollués. Les pyrithrinoïdes représentent un risque particulièrement important pour les eaux.

EAWAG

À

RECHERCHE

Lanat-3 : Prioriser l'affectation des ressources

La biodiversité recule à une vitesse affolante tandis que les mesures de protection des espèces tardent à se mettre en place. La seule solution est d'utiliser les ressources restreintes là où elles sont le plus utiles et ce de la manière la plus efficace possible. À l'aide des données les plus récentes et de modèles basés sur l'IA, le projet de recherche Lanat-3 fournit les bases en ce sens.

Afin de stopper le recul de la biodiversité, la Suisse a défini des objectifs et des mesures dans différents plans stratégiques et lois, à commencer par la stratégie en matière de biodiversité et le plan d'action y afférent ainsi que par la loi sur la protection des eaux. Mais la mise en œuvre des mesures prend du retard, notamment parce que les moyens financiers sont limités, parce qu'il existe des conflits concernant les objectifs - par exemple la production d'énergie - et parce que les données sur la biodiversité et ses exigences sont lacunaires. Il est donc primordial que les mesures qui peuvent être mises en œuvre pour protéger et promouvoir la biodiversité soient aussi efficaces que possible. Le projet de recherche Lanat-3, financé par la Wyss Academy for Nature à l'Université de Berne, le canton de Berne et l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et dirigé par les chercheurs de l'Université de Berne, du Centre suisse de compétences pour la pêche et de l'Institut de recherche sur l'eau EAWAG, vise à identifier les régions où il est le plus urgent d'agir pour protéger la diversité des cours d'eau et y planifier des mesures de protection et de promotion aussi optimales que possible. Dans un premier temps, les chercheurs se concentrent sur le bassin versant de l'Aar et du Rhin.

EAWAG

FRANCE

Publication du décret sur la réforme des redevances des agences

Engagée par la loi de finances 2024, cette réforme d'envergure porte la volonté de renforcer la fiscalité de l'eau. Une réforme en cohérence avec les ambitions du Plan Eau gouvernemental, qui intègre en premier lieu les collectivités, pour une mise en œuvre à compter du 1er janvier 2025.

Le décret publié le 11 juillet 2024 permet de rentrer dans la phase opérationnelle de la réforme des redevances, clé de voûte des financements portés par les six agences de l'eau au niveau national. Dans une logique de solidarité à l'échelle des bassins versants, les agences de l'eau financent les projets des acteurs économiques, des collectivités, des associations qui participent au bon état des eaux et à l'adaptation au changement climatique. Pour ce faire, les agences perçoivent des redevances auprès de différents contribuables, publics et privés. La réforme engagée, depuis plus de 3 ans, modifie les redevances en renforçant leur lisibilité et leur incitativité, notamment en matière de maîtrise des fuites dans les réseaux d'eau potable et la réduction des pollutions des milieux aquatiques. Ainsi, la réforme supprime trois des redevances actuelles (redevance de pollution domestique, redevance pour modernisation des réseaux de collecte

domestique, redevance pour modernisation des réseaux de collecte non domestique) et crée trois nouvelles redevances (redevance sur la consommation d'eau potable, redevance pour performance des réseaux d'eau potable, redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif).

Tout comprendre sur la réforme - Agences de l'eau

À

Les COPROJETS

12 nouveaux laurats en 2024

Depuis 2022, le CEREMA contribue au renouvellement de la démarche Quartiers notamment à travers un accompagnement renforcé des projets en phase amont : les coprojets. 15 territoires sont accompagnés depuis 2022, rejoints par 14 laurats en 2023, et 12 nouveaux laurats en 2024.

CEREMA - la liste des projets accompagnés

À

Les GABASSINES

Le tribunal administratif sanctionne l'autorisation unique pluriannuelle de prélèvement d'eau par les préfets

Une décision inédite du tribunal administratif de Poitiers réduit grandement le volume d'eau pompable pour remplir les gabassines du Marais poitevin. Alors que le collectif d'opposition aux gabassines organise une semaine de mobilisation à Melle (Deux-Sèvres), les juges ont annulé le 9 juillet l'autorisation unique pluriannuelle de prélèvement (AUPP), délivrée fin 2021 par les préfets. L'établissement public du Marais poitevin, organisme ayant autorité sur le bassin, dispose d'un mois pour proposer et publier un nouveau plan de prélèvements. Le tribunal a considéré que la création de gabassines entraîne "une augmentation nette des prélèvements annuels, alors que les nouveaux prélèvements hivernaux servant au remplissage de ces réserves de substitution doivent normalement être compensés par une diminution des prélèvements estivaux". En attendant, le tribunal accorde une autorisation de prélèvement provisoire de 67,6 millions de mètres cubes, contre 87 millions de mètres cubes dans l'AUPP qui vient d'être déclarée illégale.

Reporterre

Pour un moratoire sur les gabassines

La Confédération paysanne et les 120 organisations de la coordination anti-bassines appellent une nouvelle fois à une réflexion concertée et à un débat démocratique sur le sujet de plus en plus désapprouvé des gabassines. La Confédération rappelle l'impératif partage de l'eau au sein même du monde agricole.

Lettre ouverte aux agriculteurs - Confédération paysanne

À

ANALYSES

Crues dévastatrices en Isère

L'urgence de mieux s'adapter aux risques naturels

On tend à l'oublier, et pourtant : la planète est en activité géologique constante. Pas seulement à travers les spectacles terrifiants du volcanisme et des séismes, mais également à travers l'érosion et la sédimentation. Des mécanismes dont l'eau est un vecteur et qui sont tellement banals qu'on leur prête peu d'attention, sauf peut-être lorsqu'il est question du recul du trait de côte. Ou lorsque des événements météorologiques soudains occasionnent inondations, crues torrentielles ou glissements de terrain... comme le 22 juin dernier, où la crue du Rhône a emporté le hameau de la Bardarde et a isolé le village de Saint-Christophe-en-Oisans, en Isère. De quoi rappeler que les différentes modalités de chute d'eau (pluie, grêle ou neige) façonnent en permanence les paysages, parfois violemment.

Francis Meillez, professeur de géologie, directeur de la Société Géologique du Nord, Université de Lille - À The Conversation

Adaptation

Nous ne sommes pas prêts, selon un rapport d'Oxfam France

Selon ce rapport, les pouvoirs publics n'anticipent pas assez les politiques et les investissements nécessaires à l'adaptation et ne protègent à ce jour pas les citoyennes et citoyens face aux conséquences du changement climatique. Oxfam révèle ainsi que plus de la moitié des droits humains est menacée en France du fait de l'improvisation des pouvoirs publics en matière d'adaptation et en l'absence de politique globale ambitieuse.

1,3 million d'enfants français en maternelle seront exposés à une chaleur excédant 35 °C dans les classes d'ici 2030. 55 % des écoles maternelles françaises seront concernées et dans 4 départements : les Bouches-du-Rhône, la Seine-Saint-Denis, Paris et la Gironde ; ce seront 100 % des maternelles. Aujourd'hui, 36 % des travailleurs sont déjà exposés aux chaleurs extrêmes sur leur lieu de travail. D'ici 2100, 5 % des hôpitaux français seront menacés de fermeture à cause des aléas climatiques extrêmes, et 3 % des écoles primaires et 2,3 % des maisons de retraite seront affectés par la montée des eaux.

Oxfam France

À

RECHERCHE

Le groupement d'intérêt scientifique OB%PINE annonce le lancement du projet OB%PINE+

Sélectionné et financé dans le cadre du plan France 2030, le projet vise à construire une plateforme nationale de recherche et de développement en épidémiologie via les eaux usées qui s'intègre dans le dispositif national de prévention contre les futures maladies émergentes infectieuses et pathogènes à haut risque. L'objectif est d'analyser les eaux usées pour détecter précocement et suivre les épidémies. Le projet est porté par Sorbonne Université et rassemble 22 partenaires issus des secteurs privés et publics. Il est doté d'un financement de 10 millions d'euros sur cinq ans.

Sorbonne Université

À

PUBLICATIONS

Rapport national 2024 de l'Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement

L'Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement, piloté par l'Office français de la biodiversité avec l'appui des services de l'État, vient de publier son quatorzième rapport, à partir des données publiées par les collectivités sur l'exercice 2022. Ce rapport a vocation à présenter un panorama de l'organisation et de la performance des services publics de l'eau, d'assainissement collectif et non collectif.

Rapport - Infographie

À

Mission de simplification du cadre législatif et réglementaire applicable à l'entretien des cours d'eau

En lien avec les inondations d'ampleur exceptionnelle qui ont eu lieu à l'automne 2023 et en janvier 2024 dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, une mission conjointe du CGAAER et de l'IGEDD a été chargée de faire des propositions de simplification des dispositions juridiques applicables aux travaux d'entretien des cours d'eau, sur l'ensemble du territoire national.

Il est à noter que "le manque d'entretien des réseaux hydrauliques permettant l'évacuation des eaux vers la mer n'a pas été la cause des inondations dans le Nord et le Pas-de-Calais. Le facteur déclenchant en est en effet l'ampleur des précipitations, avec des cumuls atteignant près de 800 mm sur les deux derniers mois de l'année 2023, causant des crues dépassant largement les niveaux centennaux. Ces cumuls ont largement excédé les capacités des ouvrages de protection contre les crues, même quand ils sont parfaitement entretenus, ceux-ci étant le plus souvent, et logiquement, dimensionnés pour des épisodes d'occurrence inférieure à une crue cinquantennale." Néanmoins, le rapport souligne que, pour nombre de cours d'eau, le manque d'entretien courant durant de nombreuses années aboutit à rendre difficile l'appréciation du bon niveau de creusement pour revenir à l'état antérieur de référence, et rétablir les cours d'eau dans leurs largeurs et profondeurs naturelles.

CGAAER

Eau souterraine et sécheresse : Les défis à venir des territoires

Cet été 2024, la situation des nappes phréatiques est, à quelques exceptions près, très satisfaisante. Mais qu'en sera-t-

il à plus long terme ? Entre changement climatique et tensions sur les usages de l'eau, le BRGM présente un tour d'horizon de quelques territoires et des défis qui les attendent. Au sommaire : Pourquoi la Bretagne, région réputée humide, est-elle vulnérable à la sécheresse ? La nappe de Beauce, un immense réservoir d'eau confronté à la sécheresse et à la pollution ; La baie du Mont-Saint-Michel face au risque de sécheresse à la fin du siècle ; PACA : Changement climatique et pénuries d'eau, les défis qui attendent la région.

BRGM - à accés à la série d'articles publiés sur The Conversation

Série Climat : L'urgence de l'adaptation en 10 graphiques

Pour se figurer concrètement ce qui attend le pays d'ici à 2100, Alternatives Économiques a sélectionné dix cartes et graphiques illustrant les principaux impacts du réchauffement, suivant des scénarios plus ou moins pessimistes. Tous les domaines de la vie et de l'économie sont concernés : habitat, infrastructures, milieux naturels, santé, loisirs. Pour ne pas s'en tenir aux constats, cette série d'articles décrypte aussi les pistes pour s'adapter aux conséquences d'un réchauffement inévitable, mais qu'il faut par ailleurs contenir dans des limites supportables pour l'humanité et le reste du monde vivant.

Alternatives Économiques [Accés sur abonnement gratuit]

Face aux risques, être tous préparés

Les collectivités ont un rôle important à jouer pour impliquer les populations dans la prévention des risques, en actionnant deux leviers majeurs : la participation du public et la sensibilisation par l'émotionnel.

CEREMA - article publié par Technicités

Agriculture

Comparaison de la vente et du conseil des produits phytopharmaceutiques

Instaurée par la loi n° 2018-938 (ÉGAlim), la comparaison de la vente et du conseil des produits phytopharmaceutiques est applicable depuis le 01/01/2021. En conséquence, la plupart des agriculteurs doivent recourir, par périodes de cinq ans, à deux conseils stratégiques phytopharmaceutiques (CSP) indépendants. À défaut, ils encourent le non-renouvellement du document Certiphyto leur permettant d'acquiescer des produits phytosanitaires afin de sauvegarder leurs récoltes. Or, la quasi-totalité des coopératives et établissements de négoce ont choisi de conserver leur activité de vente de produits et leur activité de conseil alors même que l'offre en conseil indépendant a du mal à se développer, constate un récent rapport du CGAAER.

CGAAER

Produire de l'alternative en protection des cultures

Retour d'expérience de plans d'action sur les alternatives non chimiques aux substances actives retirées

"Il faut produire de l'alternative plutôt que de l'impasse" à déclaré le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire à propos de la décision d'accroître la recherche, le développement et le déploiement des solutions alternatives aux substances actives visées par un retrait. Pour répondre à cet objectif, dans l'optique du développement de l'agroécologie, une mission du CGAAER a été chargée de proposer un mode opératoire et de formuler des recommandations.

CGAAER

Mer et littoraux

La mer en débat, la CNDP a publié sa synthèse

La mise à jour des Documents stratégiques de façade, prévue par l'état d'ici la fin 2024/début 2025, a conduit à l'organisation par la commission nationale du débat public (CNDP) d'un débat en amont, intitulé "La mer en débat". La restitution des échanges, leurs enseignements et les recommandations formulées par la CNDP ont été publiés.

CNDP - compte-rendu, synthèse et bilan

À

OUTILS & REPLAYS

Expertises.territoires

Commun numérique de l'adaptation aux changements climatiques et de la transition écologique des territoires

Ouverte en mars 2022, la plateforme numérique et collaborative mise en place par le CEREMA a atteint un nouveau palier en 2024 en dépassant les 15 000 membres et les 220 communautés.

Imaginé en 2020, ce projet s'appuie sur le constat partagé de l'isolement des techniciens de collectivités face aux défis de l'adaptation aux changements climatiques et de la transition écologique et de leurs besoins de partager avec des pairs mais également des experts de spécialités très différentes. Expertises.Territoires est l'espace unique où se connectent les acteurs territoriaux, leurs partenaires et les experts de tous horizons.

CEREMA

Mesurer la fragmentation des espaces naturels

La fragmentation des milieux naturels liée, notamment, à l'urbanisation et au développement des infrastructures de transport limitant le déplacement des espèces, est, avec le changement climatique qui les force à s'adapter ou à migrer, l'une des principales causes de l'érosion de la biodiversité. La stratégie nationale biodiversité 2030 prévoit de se doter d'objectifs chiffrés pour disposer d'un indicateur permettant de suivre le niveau de fragmentation et les résultats de la restauration, mesurés à travers la taille effective de maille.

En 2022, la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) a confié au CEREMA une étude sur l'amélioration de la robustesse de l'indicateur. L'objectif est de le rendre plus représentatif encore de la réalité du terrain, grâce à un apport de nouvelles données géographiques, de suivre plus finement et plus régulièrement les évolutions de la fragmentation des espaces naturels dans les territoires, et notamment mesurer les réponses apportées par les aménageurs. Ces résultats ont été publiés sur CeremaDoc.

CEREMA

À

ACTEURS

Challenge de l'Union sociale pour l'habitat avec l'appui des agences

En septembre 2023, un partenariat majeur a été signé entre les six agences de l'eau et l'Union sociale pour l'habitat afin de placer la gestion de l'eau, la renaturation des espaces et la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur urbain au cœur des projets de construction et de rénovation du logement social, pour améliorer le cadre de vie et le bien-être des habitants. L'Union sociale pour l'habitat lance aujourd'hui un grand challenge Eau collectif appelé "BarEauMètre", qui vise à mettre en lumière les actions déployées par les organismes HLM dans le cadre de ce partenariat.

Les bailleurs sociaux sont les propriétaires d'un patrimoine bâti mais également souvent de l'ensemble des infrastructures associées (voiries, réseaux d'eau, d'assainissement, espaces verts et de nature...), qui représentent des surfaces conséquentes de l'espace urbain. Ils sont donc un acteur clé de la ville perméable et durable, au cœur de la politique de la ville. Leurs opérations courantes ou plus structurantes constituent des opportunités pour une autre gestion de l'eau (infiltration dans les espaces verts ou surfaces perméables, réutilisation...) et préservation voire amélioration de la biodiversité, pour des projets économiques et un meilleur cadre de vie. Les objectifs fixés dans le Challenge Eau sont de x2 le rythme des mètres carrés de perméabilisés sur 3 ans pour atteindre l'équivalent de 90 terrains de football, de x2 le nombre de récupérateurs d'eau de pluie installés. Pour y arriver, les organismes HLM doivent monter des dossiers d'aide technique et financière auprès des agences de l'eau.

Agences de l'eau

Métro-France et le BRGM renforcent leur coopération

Le 11 juillet, le BRGM et Métro-France ont signé un accord-cadre pour renforcer et pérenniser leurs partenariats sur le long terme. Trois domaines prioritaires ont été identifiés : 1. L'amélioration de la capacité à anticiper la gestion de la ressource en eau, avec pour objectif une meilleure prévision et anticipation de cette ressource à court, moyen et long terme ; 2. L'amélioration des prévisions de hauteur du niveau de la mer et de vagues-submersion, afin d'apprécier plus finement les scénarios d'exposition du littoral à la submersion marine. 3. L'amélioration de la compréhension des phénomènes de sécheresse des sols et du risque de retrait-gonflement des argiles, dans un contexte où le cycle de sécheresse et d'hydratation des sols évolue du fait des changements climatiques.

BRGM

Thierry Burlot, président du comité de bassin est fait chevalier de la Légion d'honneur

Par décret du Président de la République en date du 3 juillet 2024, pris sur le rapport de Christophe Béchou, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, Thierry Burlot a été élevé au grade de chevalier de la Légion d'honneur. La distinction vient souligner plus de 40 ans d'implication dans la vie publique et un engagement reconnu autour des politiques de l'environnement et de l'eau. Thierry Burlot, actuellement président du comité de bassin Loire-Bretagne après avoir été président de sa commission planification, s'est impliqué très tôt, dans des fonctions électorales dans les Côtes d'Armor et au Conseil régional de Bretagne.

Loire-Bretagne

À

RHIN-MEUSE

Projet URB-Bain : Interroger le retour de la baignade en milieu urbain

Dans un contexte de changement climatique, les températures estivales élevées en ville favorisent l'envie des citoyens de pouvoir disposer de baignades urbaines. Le projet URB-Bain a pour objectif de définir une méthodologie d'évaluation de la faisabilité technique et sociale d'une baignade en milieu urbain. Porté par l'association des Hautes études en Santé

publique (EHESP) de Rennes, d'une durée de 3 ans et ayant la ville de Metz comme terrain d'expérimentation, le projet URB-Bain a pour objectif d'interroger la faisabilité du retour de la baignade urbaine en milieu naturel tant sous l'angle sanitaire que sociétal. Ce sujet qui revêt un caractère d'actualité de plus en plus marqué dans des contextes de climat changeant qui conduisent à des périodes estivales caniculaires. Il propose de développer une méthodologie adaptée à ces nouvelles pratiques en ville et aux profils de baignade particuliers, permettant de caractériser la faisabilité d'implantation d'une baignade en milieu urbain.

Rhin-Meuse

Devenez membre du Parlement des jeunes pour l'eau

Le Parlement des jeunes pour l'eau est un collectif composé de 40 jeunes âgés de 16 à 27 ans, résidant sur le bassin Rhin-Meuse. Représentatif de la diversité du territoire, ce collectif vise la parité, la diversité géographique et sociologique. Pour candidater, il suffit : d'avoir entre 16 et 27 ans ; d'être résident du bassin Rhin-Meuse ; de pouvoir se rendre disponible pour participer aux séances du Parlement. Les candidats seront sélectionnés sur leur motivation puis par tirage au sort. Ils seront informés de la suite donnée à leur candidature au plus tard le 15 octobre. La séance d'installation du Parlement des jeunes se déroulera le samedi 30 novembre au siège de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse à Rozérieulles.

Candidater

À

AUVERGNE RHÔNE-ALPES

Isère : Un arbre, Un habitant

Le programme "Un arbre Un habitant en Isère" vise à la plantation ou la régénération naturelle d'un millions d'arbres d'ici 2028, pour tenter de compenser tout ou partie des déboisements estimés. Une soixantaine de projets ont émergé depuis son lancement en 2022 et une vingtaine d'autres sont en cours de déploiement dans les forêts publiques. Le Département accorde des aides financières pour les travaux (préparation du sol, plantations, protections grillagées ou applications de répulsifs naturels sur les plants ou semis...), qui peuvent atteindre 80 % du montant total. Les élus sont invités à sensibiliser les publics scolaires à la préservation des forêts et aux opérations menées pour les rendre plus résilientes.

Communes forestières AURA

À

RHÔNE-MÉDITERRANÉE CORSE

Histoire d'ondes : L'Argens

Pour les gens d'ici, il se nomme "l'argen", sans prononcer le "s" final. Cette consonne muette tient à l'histoire et sûrement aussi à l'attachement envers ce fleuve que les Romains avaient baptisé Argenteus en raison de sa pureté et de ses reflets argentés. Nous sommes en Provence, où l'eau reste un paradoxe. Elle se cache puis se dévoile en cascades débordantes ; se fait discrète ou tonitruante ; procure la richesse tout autant que la dévastation. Source de vie, elle entraîne parfois la mort, mais on la vénère. Car elle est unique ! Ainsi se porte l'Argens dans le cœur des habitants du Var, département dont il sillonne une grande partie du territoire, depuis Seillons-Source-d'Argens, à une altitude de 270 mètres, jusqu'aux portes de Fréjus, tout au long d'un linéaire de 116 kilomètres connecté à un réseau

45 affluents parfois trs turbulents.

Nos bassins regorgent de rcits extraordinaires mettant en scne des femmes et des hommes qui s'engagent pour sauver l'eau. Six fois par an, l'Agence de l'eau Rhne-Mditerrane Corse leur rend hommage en vous racontant leur histoire.

L'Argens entre enfer et paradis

ADOUR-GARONNE

Guide des acteurs de l'ducation l'eau

Ce guide cartographie les acteurs d'ducation et de la sensibilisation l'eau du Grand Sud-Ouest soutenus par l'Agence de l'eau Adour-Garonne depuis 2022. L'outil permet aux enseignants, lus, entreprises et grand public de se connecter avec les acteurs de son territoire et de s'acculturer aux enjeux de l'eau. Il contient 90 projets et outils, 18 dpartements reprsents sur 7 sous-bassins, des focus thmatiques (solutions fondes sur la nature, l'agrocologie, le changement climatique...).

Agence d'eau

LOIRE-BRETAGNE

Littoral : Agissons de la terre la mer

Pour beaucoup d'entre nous, le littoral est synonyme de vacances, de baignades, de jeux, de dtente dans de beaux paysages. Pour les "locaux", le littoral rime aussi avec ressources conomiques, lieu de vie et richesse cologique... Force est de constater qu'il nous concerne tous, chaque jour de l'anne. Situ l'aval des bassins versants, le littoral est soumis de nombreuses pressions humaines parfois amplifies par le drglement climatique. Ces pressions proviennent parfois de trs loin l'intrieur des terres. De la terre la mer, nous sommes donc tous concerns par la prservation et la restauration de notre littoral.

L'Agence de l'eau Loire-Bretagne profite de l't pour y consacrer son dossier du mois.

Agence de l'eau

APPEL COMMUNS

Construire le jumeau numrique de la France et de ses territoires

L'IGN, le CEREMA et l'INRIA lancent un appel communs pour le jumeau numrique de la France et de ses territoires, ouvert tous les acteurs publics et privs dsireux de s'associer au projet. Soutenu par France 2030, cet appel doit

permettre d'approfondir certains cas d'usage, de mutualiser les initiatives, de passer à l'échelle nationale des solutions partielles, ou encore de dessiner un futur socle technique partagé.

L'urgence des défis environnementaux place les politiques de gestion du territoire face à des enjeux inédits qui appellent le développement de nouveaux outils. En plus de disposer d'une description précise du territoire, il est désormais essentiel de pouvoir anticiper son évolution et de simuler différents scénarios de gestion en vue d'évaluer, voire de comparer, par anticipation, leurs impacts. C'est l'objectif de la construction progressive d'un jumeau numérique de la France. Ouvert jusqu'au 30 septembre, l'appel à projets communs invite les acteurs publics et privés (État, collectivités, organismes de recherche, associations, startups, industriels) à rejoindre l'équipe de France du Jumeau numérique que souhaitent impulser les trois institutions. L'approche voulue est une co-construction État-collectivités en partenariat étroit avec les acteurs industriels et innovants, et s'articulant autour de trois volets : 1. Des cas d'usage portés par des consortiums d'acteurs thématiques et territoriaux ; 2. Des briques technologiques pour développer des solutions de navigation et de simulation, mobilisant notamment l'IA ; 3. Un socle technique urbanisé pour donner corps à un ensemble de solutions de jumeaux numériques cohérentes et à l'état de l'art. Cinq problématiques ont été identifiées : 1. Planification écologique et aménagement durable des territoires ; 2. Gestion du littoral ; 3. Résilience du système agricole ; 4. Gestion durable des forêts ; 5. Propagation d'épidémie et épidémiologie d'intervention.

AAC Conception du jumeau numérique de la France et de ses territoires

APPEL À PROJETS

Agroécologie DEPHY

Expérimentations de systèmes agroécologiques pour un usage des pesticides en ultime recours

La cellule d'animation nationale DEPHY (CAN DEPHY), en lien avec le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire et le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, pilotes du dispositif DEPHY, lance un appel à projets pour renouveler le dispositif DEPHY EXPE "Expérimentations de systèmes agroécologiques pour un usage des pesticides en ultime recours". Le dispositif EXPE est la composante expérimentale du réseau DEPHY qui vise à concevoir, éprouver et évaluer des systèmes de culture visant une forte réduction de l'usage des pesticides.

Cet appel à projets vise à sélectionner des projets ambitieux et innovants d'expérimentations ou d'observations de systèmes agroécologiques axés sur la réduction forte de l'utilisation de produits phytosanitaires, tout en intégrant les défis liés au changement climatique et/ou d'autres enjeux connexes. Les projets peuvent concerner toutes les productions végétales annuelles ou pérennes, sur le territoire hexagonal ou ultramarin, avec une préférence pour le couplage entre systèmes de cultures et d'élevage. Deux types de dispositifs seront pris en compte : les démarches expérimentales "système", assurant la robustesse des résultats ; les démarches d'observation d'observatoires pilotes, flexibles et exploratoires. L'approche par reconception des systèmes mobilisant les principes de la protection intégrée des cultures (PIC) et de l'agroécologie sera privilégiée, avec la possibilité d'intégrer des essais satellites pour étudier des leviers innovants.

Dépôt des dossiers - 30 septembre 2024

À

APPELS À PROJETS DES AGENCES

Grand Est

AMI Systèmes agricoles favorables à la protection et à la restauration de la ressource en eau et de la biodiversité

Fortes de la réussite des 6 premières éditions, avec plus de 100 projets accompagnés soit un montant subventionné

d'environ 19 millions d'euros, la Région Grand Est et les Agences de l'eau Rhin-Meuse, Seine-Normandie et Rhône-Méditerranée Corse renouvellent leur collaboration en apportant un soutien ciblé pour le développement ou l'adaptation de filières favorables à l'eau sur le territoire. L'édition 2024 de cet appel à manifestation d'intérêt souhaite investiguer davantage de nouveaux types de projets en lien avec les opportunités de débouchés et la demande sociale. Dans ce cadre, sont ciblés notamment : les projets portant sur le volet commercialisation en lien avec les marchés des projets alimentaires territoriaux labellisés ; les actions s'inscrivant dans des projets territoriaux autour de la restauration collective (croisement avec le levier sur les politiques des collectivités), ou autour de la construction d'accords entre producteurs et distributeurs de proximité ; les projets expérimentaux, sur des cultures spécifiques dites à bas besoin en eau, telles que le mil, le millet, le sorgho, etc. et conduites avec pas ou peu d'intrants, ou sur des systèmes agroforestiers.

Départ des dossiers - 30 septembre 2024

Rhin-Meuse

J'ai un projet pour le Rhin 2024

Retour de l'appel à projets ouvert aux associations, aux particuliers, aux collectivités, aux acteurs du tourisme, de la culture... L'AAP a pour objectif de valoriser le Rhin auprès du plus grand nombre, et à travers une diversité d'actions. L'ambition est de mobiliser le plus grand nombre et de renouer le lien entre le grand public et le Rhin. L'idée est d'écrire une nouvelle page d'histoire du fleuve en s'appuyant sur une dynamique économique, associative et citoyenne. Les critères d'éligibilité des projets sont souples, aux fins de laisser aux initiatives locales la possibilité d'émerger. Les domaines retenus sont au nombre de 4 : Écotourisme ; Culture et patrimoine ; Économie ; Environnement.

Départ des candidatures - 1 date restante : 30 septembre 2024

La Moselle en commun

La Région Grand Est et l'Agence de l'eau Rhin-Meuse lancent un nouvel appel à projets "La Moselle en commun", en partenariat avec les Conseils départementaux de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle et des Vosges. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Plan Moselle visant dans un premier temps l'émergence d'une gouvernance partagée sur l'ensemble du bassin versant de la Moselle française (hors Sarre). L'objectif est de mettre en cohérence, via la mise en commun, l'échange et la concertation, les grands enjeux identifiés autour de la rivière Moselle et ses milieux connexes : enjeux de restauration écologique, d'atténuation du risque inondation, de partage de la ressource en eau mais aussi d'amélioration du cadre de vie pour les habitants du bassin versant ou de développement économique et touristique. Les projets pourront relever d'au moins une des 4 catégories suivantes : Écotourisme, culture et patrimoine, Économie, cadre de vie, avec pour principaux objectifs la promotion du bassin versant de la Moselle comme élément d'amélioration du cadre de vie, générateur d'opportunités culturelles, touristiques ou ludiques, outil de sensibilisation et d'éducation des publics à la préservation et la restauration des milieux aquatiques ou facteur de développement de nouvelles économies respectueuses de la ressource en eau.

Départ des dossiers - 30 novembre 2024

Rhône-Méditerranée Corse

Accompagner la sobriété en eau des acteurs économiques

Sur les territoires des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse, cet appel à projets offre la possibilité aux acteurs économiques (hors activité agricole), de réduire leur impact sur la ressource en réalisant des projets d'économies d'eau. Il vise les opérations d'économies d'eau ayant un volume minimum économisé de 2 000 m³/an.

Départ des dossiers - 30 septembre 2024

Adour-Garonne

AMI Micropolluants

L'omniprésence et la persistance des micropolluants dans l'eau constitue un défi majeur pour les collectivités, les industriels, les établissements de santé et de recherche et la profession agricole. Pour répondre à ce sujet prioritaire, dans le cadre d'une politique de prévention à la source des pollutions, le Comité de bassin Adour-Garonne souhaite mettre en place des démonstrateurs sur les traitements possibles de ces micropolluants dans différents contextes. Afin d'identifier les acteurs qui pourront être les parties prenantes pour engager ces projets de démonstration, un appel à manifestation d'intérêt (AMI) est lancé. Il permettra de "préciser des acteurs" qui souhaiteraient prendre part à des projets de démonstration, de préférence sous une forme collaborative en association avec des collectivités, des entreprises, des chercheurs... Les projets ainsi construits permettront d'apporter des éléments de qualification et de quantification technique, économique, juridique, sociale sur : les effluents industriels (notamment PFAS) ou urbains (nouvelles filières de traitement, traitement tertiaires ou quaternaires innovants, traitement et valorisation des boues) ; l'eau potable (traitement des unités de production) ; les eaux pluviales (traitement, infiltration à la source, gestion du temps de pluie innovante). Les techniques de suivis et d'analyses innovantes (chimiques ou toxicologiques) sont également attendues.

Dépôt des dossiers - 13 septembre 2024

Seine-Normandie

Études volumes prélevables

2024 s'inscrit dans la continuité de 2023, avec une augmentation de capacité de financement de projets à hauteur de 72,9 millions d'euros, visant à accélérer la mise en œuvre des projets locaux. Les mesures concernent tous les acteurs : collectivités, agriculteurs, entreprises. Pour compléter le dispositif, l'Agence de l'eau met en place un appel à projets ciblé sur la réalisation d'une étude sur les volumes prélevables en étiage en répondant à l'appel à projets avant le 30 septembre. Le taux d'aide va jusqu'à 100 % (au lieu de 80 % comme indiqué dans le 11^{ème} programme).

Dépôt des dossiers - 30 septembre 2024

Artois-Picardie

Juniors - Fenêtres sur l'eau "Raconte-moi l'eau"

Le dispositif se met à jour du plan Eau ! Destiné aux scolaires de cycle 3 et 4 et aux pairscolaires, Fenêtres sur l'Eau "Raconte-moi l'eau" élargit ses thèmes et s'ouvre aux thématiques suivantes : Petit cycle de l'eau ; Grand cycle de l'eau ; Consommation et économies d'eau ; Écosystèmes aquatiques (zone humide, rivière, mare...) ; Biodiversité des milieux aquatiques ; Activités humaines et impacts sur la ressource en eau ; Risques naturels liés à l'eau ; Effets du changement climatique sur la ressource en eau et solutions d'adaptation.

Face aux enjeux environnementaux qui nous attendent, éveiller les consciences des plus jeunes aux problématiques liées à l'eau, aux milieux aquatiques et à la biodiversité dans un contexte d'adaptation au changement climatique est une priorité. S'appuyant sur des structures-relais reconnus en éducation à l'environnement, l'agence ambitionne de sensibiliser 1 % du public scolaire du bassin.

Dépôt des dossiers - 1 date restante : 15 octobre 2024

À

OUTREMERS FRANÇAIS

Les laurÃ©ats SOS Corail 2024

La Fondation de la Mer et l'Initiative franÃ§aise pour les rÃ©cifs coralliens (IFRECOR) rÃ©vÃ©lent les 4 projets laurÃ©ats du programme SOS Corail 2024 pour protÃ©ger et restaurer les Ã©cosystÃ©mes des mangroves dans les outremer franÃ§ais. Ces projets sÃ©lectionnÃ©s et validÃ©s scientifiquement concernent des associations de la Nouvelle-CalÃ©donie, de Mayotte, de la Guyane et de la Martinique.

En 30 ans, 20 % de la superficie mondiale des mangroves a disparu, dont 60 % en raison des activitÃ©s humaines. Selon l'UNESCO, les mangroves disparaissent 3 Ã 5 fois plus vite que les pertes forestiÃ©res mondiales globales. Leur dÃ©clin a des impacts Ã©cologiques et socio-Ã©conomiques graves. La Fondation de la Mer a crÃ©Ã© en 2021, en partenariat avec l'Initiative FranÃ§aise pour les rÃ©cifs coralliens - IFRECOR, la plateforme de financement participatif SOS Corail. Cette plateforme de financement participatif permet de rÃ©colter et de redistribuer des fonds pour dÃ©ployer des actions concrÃ©tes dans le but de prÃ©server ces Ã©cosystÃ©mes.

Plateforme SOS Corail

Ã

GRÃ©CE

Soutien de la BEI Ã AthÃ©nes

La Banque europÃ©enne d'investissement (BEI) dispensera des conseils Ã EYDAP, la sociÃ©tÃ© de distribution d'eau et d'assainissement d'AthÃ©nes, afin de soutenir son programme d'investissement de 2 milliards d'euros sur dix ans, qui vise Ã garantir un approvisionnement en eau plus rÃ©silient dans la capitale grecque. Dans le cadre de l'accord, les services de conseil de la BEI aideront EYDAP Ã gÃ©rer les risques climatiques tels que les pÃ©nuries d'eau, les sÃ©cheresses et les vagues de chaleur, sachant qu'EYDAP dessert une population de 4,4 millions d'habitants et exploite un rÃ©seau d'adduction d'eau de 14 500 kilomÃ©tres. En vertu de cet accord, qui relÃve du champ d'application de la plateforme de conseil InvestEU, les services d'assistance technique de la BEI aideront EYDAP Ã hiÃ©rarchiser ses mesures et Ã mettre en Ã©uvre les projets de son portefeuille au titre de sa stratÃ©gie d'optimisation de l'efficacitÃ© pour son adaptation aux changements climatiques.

BEI

Ã

Ã

AfriqueÃ
top

MAROC

SM le Roi priorise la politique nationale de l'eau

Dans son discours adressé à la Nation à l'occasion de la Fête du Trône, SM le Roi Mohammed VI a souligné l'importance d'une mise à jour continue des leviers de la politique nationale de l'eau et de la définition d'un objectif stratégique, quelles que soient les circonstances, pour faire face à l'accroissement des besoins en eau et des contraintes. Cet objectif stratégique vise à la fois à garantir l'eau potable à tous les citoyens et à couvrir 80 % au moins des besoins d'irrigation sur tout le territoire national. Concrètement, il repose sur l'achèvement du programme de construction de barrages, l'interconnexion des bassins et l'accélération de la réalisation des stations de dessalement de l'eau de mer, selon le programme arrêté à cet effet pour assurer la mobilisation annuelle de plus de 1,7 milliard de mètres cubes. SM le Roi a cité à cet égard le cas de la station de dessalement de Casablanca, le plus grand projet du genre en Afrique et la deuxième installation au monde, qui sera alimentée à 100 % en énergie propre.

De nombreux experts ont pris la plume pour saluer le discours.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) - À AllAfrica

À

ALGÉRIE

Pour la création d'un Conseil national de la sécurité hydrique

Les participants à un colloque national sur "l'impact du changement climatique sur la sécurité hydrique et le développement agricole en Algérie", ont plaidé pour la création d'un Conseil national de la sécurité hydrique regroupant l'ensemble des acteurs. Ils ont recommandé en outre l'ouverture d'antennes de la banque nationale des semences à travers le pays ainsi que l'organisation d'un recensement génétique de différentes variétés d'espèces végétales et d'insectes. De même qu'ils ont mis l'accent sur la nécessité de promouvoir l'agriculture biologique, la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires et le recours à des techniques et applications respectueuses de l'environnement. Enfin, ils ont préconisé l'ouverture de nouvelles spécialités et filières de l'enseignement supérieur liées à l'agriculture intelligente, en sus de l'encouragement et la promotion des startups dans le secteur agricole.

Algérie Presse Service (Alger) - À AllAfrica

À

BURKINA FASO

Les députés adoptent à l'unanimité le projet d'AEP dans les localités fragiles

Sur un accord de prêt entre le Burkina Faso et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), en date du 13 octobre 2023, un montant de plus de 11 milliards de francs CFA (un peu moins de 17 millions d'euros) a été alloué pour la mise en œuvre du Projet d'approvisionnement en eau potable dans les localités fragiles (PAEP-LF). Dans les zones d'intervention, ce projet va atténuer les difficultés d'accès à l'eau potable pour au minimum 174 000 personnes réparties en 144 localités.

Oumarou Rabo, Sidwaya Quotidien - À AllAfrica

À

MALI MAURITANIE SÉNÉGAL

Vers l'exécution d'un projet commun

Les responsables d'un projet consacré à la gestion de l'eau, à la sécurité climatique et à la consolidation de la paix au Mali, en Mauritanie et au Sénégal ont entamé la conception du document de mise en œuvre cette initiative internationale, avec pour ambition de boucler la tâche le 21 août. L'objet est d'arrêter les orientations stratégiques du projet baptisé "Investissement transfrontalier autour de la gestion de l'eau, de la sécurité climatique et de la consolidation de la paix dans les espaces frontaliers du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal", et conjointement porté par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). L'atelier doit permettre de discuter des "orientations stratégiques" du projet multilatéral et de finaliser la conception du document avec lequel il sera mis en œuvre. Les auteurs du document comparatoire signalent que des consultations nationales organisées au Mali, au Sénégal et en Mauritanie courant mai ont permis aux trois pays de développer "une vision partagée des défis transfrontaliers [et] des zones d'intervention prioritaires".

Agence de Presse Sénégalaise (Dakar) - Africa

À

SÉNÉGAL

Bataille de cheikhs

L'affaire du marché de curage passé par l'Office national de l'assainissement du Sénégal (ONAS) continue de prendre de l'ampleur dans la presse, le sujet servant opportunément certaines figures de l'opposition contre le nouveau pouvoir. La bataille médiatique est entretenue entre l'ancien directeur général de l'ONAS, Cheikh Dieng, et le nouveau ministre de tutelle (le ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement), Cheikh Tidiane Diaye. Toute l'affaire est partie des accusations de l'ancien directeur de l'ONAS, limogé trois mois après son arrivée à la tête de l'Office, selon lequel le ministre de tutelle aurait attribué des contrats de curage à deux sociétés en dehors de toute procédure. En résulte l'état "patauge" dans cette affaire de chiffonniers.

Agence de Presse Sénégalaise (Dakar) - Africa

À

CÔTE D'IVOIRE

Un programme de 825 millions de dollars pour l'accès à l'eau et à l'assainissement

Le gouvernement ivoirien et la Banque mondiale ont signé un accord de financement pour un projet sans précédent dans le secteur de l'eau en Côte d'Ivoire. Doté d'une enveloppe de 825 millions de dollars, le Projet d'appui à la sécurité de l'eau et de l'assainissement (PASEA) a pour objectif de fournir un accès sécurisé à des services d'eau et d'assainissement améliorés et abordables dans les régions défavorisées du nord du pays.

Le PASEA prévoit la réhabilitation de quatre grands barrages pour créer une capacité de stockage d'eau supplémentaire

de 45 millions de mètres cubes et l'installation de 30 nouvelles stations hydrologiques pour améliorer le suivi des ressources en eau dans les régions éloignées du pays. De plus, le projet vise la construction de sept stations de traitement des boues fécales et l'amélioration de la chaîne de services d'assainissement dans les zones rurales et les petites villes, assurant une élimination sûre des boues fécales et la promotion de mesures d'économie circulaire. Il inclut également des installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) dans les écoles et les centres de santé, conçues en tenant compte des utilisateurs et de la sensibilité au genre. Le PASEA est basé sur la stratégie nationale pour l'atteinte de l'Objectif de développement relatif à l'eau et l'assainissement (ODD-6), et appuiera le gouvernement dans la mise en œuvre de son plan opérationnel.

En outre, le projet permettra à plus de 2 millions de personnes, dont la moitié sont des femmes, d'accéder à l'eau potable et à l'assainissement. Les bénéficiaires comprennent les ménages, les écoles, les centres de santé et les entreprises. "Ce programme est un témoignage fort de l'engagement de la Banque mondiale à contribuer à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la résilience face aux sécheresses et aux inondations exacerbées par le changement climatique en s'attaquant aux problèmes du secteur", a déclaré Marie-Chantal Uwanyiligira, directrice des opérations de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée et le Togo. Le PASEA, qui adopte pour la première fois l'Approche programmatique multi-phase (APM) de la Banque mondiale, vise à activer le capital privé en poursuivant le partenariat public-privé pour les services d'eau et en restructurant l'Office national de l'eau potable (ONEP) en société à patrimoine, permettant ainsi une plus grande participation du secteur privé. Par ailleurs, les petites entreprises travaillant dans l'assainissement seront renforcées par des formations aux bonnes techniques de construction de latrines et à la gestion de projet.

Banque mondiale

À

TCHAD

La gestion adaptative des oiseaux d'eau

Des chercheurs de l'Office français de la biodiversité (OFB) ont mené une étude entre 2018 et 2021 pour estimer l'effectif de 24 espèces d'oiseaux d'eau vivant sur le lac Fitri, ainsi que les prélèvements effectués sur ces mêmes espèces par la population pour se nourrir. Les premiers résultats de cette étude viennent d'être publiés. À

L'exploitation durable de la faune sauvage est un enjeu majeur pour la sécurité alimentaire et la conservation de la biodiversité. En Afrique, c'est un défi quotidien, la faune étant principalement exploitée à des fins de subsistance. Dans cette étude conduite sur le lac Fitri au Tchad, les oiseaux d'eau sont une ressource naturelle exploitée en complément de l'activité de pêche. Pendant quatre ans, 24 espèces d'oiseaux d'eau ont été dénombrées par suivi aérien selon la méthode du "distance sampling". Le nombre d'oiseaux prélevés a été estimé grâce à des entretiens menés auprès de 105 pêcheurs sur les 5 500 présents sur ce territoire. Un risque élevé de surexploitation a été identifié pour quatre espèces : l'Oie de Gambie (*Plectropterus gambensis*), l'Ibis sacré (*Threskiornis aethiopicus*), les pélicans (*Pelecanus* sp) et la Grue couronnée (*Balearica pavonina*), cette dernière étant menacée au niveau mondial. Ce risque est probablement accru par l'afflux massif de populations humaines au lac Fitri fuyant les zones d'insécurité autour du lac Tchad.

OFB

À

CONGO-KINSHASA

Le prix du bidon de 20 litres multiplié par 4

Le prix d'un bidon d'eau de 20 litres est passé de 250 à 750, voire 1 000 francs congolais dans la ville de Goma à la suite

de la grève des transporteurs de camions-citernes d'eau. Ces transporteurs d'eau de Goma ont entamé une grève le samedi 6 juillet à la suite des tracasseries policières qu'ils subissent depuis que l'autorité provinciale a institué, le 25 juin dernier, une limitation de la circulation des camions poids lourds dans la ville.

Radio Okapi (Kinshasa) - Africa

À

MADAGASCAR

Eau potable : Un taux d'accès passé de 24 % à 53 %, pourtant...

Des avancées significatives. C'est ce que l'on peut dire du taux d'accès à l'eau potable à Madagascar. Célébrant son 25^{ème} anniversaire dans le pays, WaterAid a fait le bilan de ses réalisations en matière d'eau, assainissement et hygiène (EAH). Si le taux d'accès à l'eau était de 24 % en 2000, il est passé à 53 % en 2023. Pour ce qui est de l'assainissement, on est passé de 7 % à 17 % et, en matière de lavage des mains, nous sommes aujourd'hui à 27 %, déclare l'ONG.

Narindra Rakotobe, Midi Madagasikara (Antananarivo) - Africa

Blablabla

Loin de cet optimisme, le Collectif des citoyens et des organisations citoyennes (CCOC) s'est attaché à décrypter le document relatif à l'analyse des lois de finances rectificatives 2024, instituant une "coupe" budgétaire de plus de 1 100 milliards d'ariarys pour les ministères "sociaux". Celle du ministère en charge de l'eau, assainissement et de l'hygiène (EAH) serait aussi la plus importante avec une baisse des dépenses de 48,7 %, sur un montant total excédant tout juste les 306 milliards d'ariarys. La priorisation des secteurs sociaux relèvera cette année encore du seul domaine "du verbe", conclut le Collectif.

Josée Belalahy, Midi Madagasikara (Antananarivo) - Africa

À

Région Atsimo-Andrefana : 62 % des points d'eau contaminés

Selon un inventaire réalisé par l'ONG SAHI, partenaire de la mise en œuvre du projet Mionjo, initié par l'UNICEF et financé par la Banque mondiale dans les quatre districts de l'Atsimo-Andrefana (Betioky Atsimo, Ankazoabo, Beroroha et Ampanihy Ouest) seuls 47,5 % des points d'eau seraient fonctionnels, les autres, soit plus de 62 %, seraient contaminés par des bactéries provenant de matières fécales. D'après ce premier inventaire toujours, seulement 23 % des établissements scolaires disposent d'un accès à l'eau, et 20 % d'entre eux d'infrastructures d'hygiène. La situation est tout aussi alarmante dans les centres de santé, précisent les interlocuteurs.

Josée Belalahy, Midi Madagasikara (Antananarivo) - Africa

À

Le recours aux pluies provoquées indispensable

Très tôt le 21 août au matin, deux techniciens de la JIRAMA et de la Direction générale de la météorologie ont pris place à bord d'un petit avion à Ivato pour réaliser une opération de pluie provoquée. Leur mission a consisté à ensemençer les nuages au-dessus d'Andekaleka, Tsiacompaniry et Mantasoa avec 700 litres d'eau pendant une trentaine de minutes afin de favoriser une croissance nuageuse rapide et produire des précipitations. C'était la deuxième opération de pluie provoquée menée par l'entreprise publique de services d'électricité et d'eau pour alimenter ses centrales hydroélectriques et réduire ainsi les délestages dans le réseau d'eau potable.

Miangaly Ralitera, L'Express de Madagascar (Antananarivo) - AllAfrica

À

Éthiopie

La couverture en eau potable atteint près de 70 %

Le ministre de l'Eau et de l'énergie a annoncé des progrès significatifs dans l'élargissement de l'accès à l'eau potable à l'échelle nationale. Le taux de couverture du pays a atteint 69,52 %. Le ministre d'État de la gestion des ressources en eau, Abraha Adugna, attribue ces progrès aux nombreuses initiatives entreprises au cours du dernier exercice budgétaire 2023-2024, notamment en matière de gestion de l'eau, d'eau potable et d'assainissement, ainsi que de développement énergétique, notamment des énergies renouvelables. Il souligne la mise en œuvre à grande échelle du projet Dam at My Door, conçu pour collecter l'eau de pluie et soutenir les régions frappées par la sécheresse.

Ethiopian News Agency (Addis Ababa) - AllAfrica

À

À

Asie
top

CHINE

Le Hainan explore des mécanismes de compensation pour protéger l'écologie des forêts

Prenant sa source dans le mont Angriling, dans le comté autonome Li et Miao de Baoting de la province de Hainan (sud de la Chine), la rivière Tengqiao serpente sur des centaines de kilomètres, traverse le réservoir de Chitian à Sanya dans le district de Haitang avant de se jeter dans la mer. Ville touristique célèbre, Sanya a une forte demande en eau et le réservoir de Chitian est sa principale source d'eau potable. Cependant, située en aval, la ville n'a juridiction que sur une très petite partie du bassin dont 89 % des ressources en eau du réservoir proviennent de Baoting. Si le comté de Baoting dispose de 227,75 kilomètres carrés au sein du Parc national de la forêt tropicale humide de Hainan, son économie reste relativement faible. C'est dans ce cadre qu'a été élaboré un mécanisme de gouvernance coopérative entre l'amont et l'aval de la rivière. De 2019 à 2021, Sanya et Baoting ont signé un accord de compensation pour trois années consécutives en vertu duquel si les valeurs trimestrielles de surveillance de la qualité de l'eau de la section de jonction du réservoir Chitian répondent aux normes, Sanya fournit à Baoting des fonds de compensation. En août 2021, les deux régions sont parvenues à un nouvel accord conduisant à la création d'un fonds commun de 600 millions de yuans pour la protection écologique du bassin versant du réservoir de Chitian.

Prenant exemple sur ce mécanisme interrégional du réservoir de Chitian, le Hainan étudie la possibilité d'un mécanisme plus large sur l'ensemble des bassins versants de la province. Actuellement, la pratique a été engagée dans plusieurs bassins, couvrant 9 villes et comtés impliqués dans le Parc national de la forêt tropicale humide de Hainan.

Sun Haitian - People Daily

À

Sichuan

Un centre de recherche dans la zone humide de Zoige

Près de la marge orientale du plateau Qinghai-Tibet, située à une altitude moyenne de plus de 3 500 mètres dans la province autonome tibétaine, se trouve la zone humide de Zoige, dont la superficie est estimée à 3 000 kilomètres carrés. La zone constitue la plus importante barrière de sécurité écologique dans l'ouest de la Chine et la source d'approvisionnement du fleuve Jaune. Pour stimuler la recherche scientifique et la conservation de l'écosystème, une nouvelle installation de recherche, la station de recherche écologique sur les zones humides de Zoige de l'ACS (Académie chinoise des sciences), a entamé ses opérations fin juillet. L'installation se concentre dans un bâtiment de recherche couvrant 3 500 mètres carrés et dispose également de trois parcelles expérimentales sur le terrain couvrant environ 22,7 hectares. Gao Yongheng, qui dirige la station, explique que l'installation surveillera et analysera les marqueurs biologiques des zones humides et des prairies, étudiera l'impact du changement climatique sur l'écosystème et formulera et testera des stratégies de conservation. La formation des tourbières se compte en siècles et en millénaires. "Il faut environ une année entière pour qu'un millimètre de tourbe pousse dans des conditions favorables. À Zoige, certaines étendues de tourbières ont une profondeur de 5 à 10 mètres", note-t-il.

Au fil des ans, les chercheurs et les gouvernements locaux ont évalué les effets des changements de température et de précipitations sur les zones humides, sensibilisant les villageois et les acteurs locaux à la protection écologique, mais aussi renforçant les patrouilles pour prévenir le vol de tourbe. Si l'état général de la zone humide s'est ici amélioré, Dan, directeur adjoint de la station, qui étudie la zone humide depuis plus de 20 ans, avant la mise en service de l'installation, confie avoir toujours l'impression d'une épave de Damocles suspendue au-dessus des têtes. "Si le niveau de l'eau continue de baisser, la zone humide déclina et si aucune intervention n'est mise en œuvre, la région sera exposée au risque de dégradation et même de désertification, et pourrait déclencher des tempêtes de sable à l'avenir", tient-il à avertir. "Il est important de faire progresser la recherche scientifique systématique et la promotion du développement agricole et pastoral durable dans la région."

Yishuang Liu, photo Xinhua - People Daily

À

Bataille pour combler une brèche de 226 mètres

Une brèche dans la digue du lac Dongting, le deuxième plus grand lac d'eau douce du pays situé dans la province du Hunan, s'est produite le vendredi 5 juillet, entraînant l'évacuation de près de 7 700 habitants locaux. Lundi soir, les secours finissaient de colmater la digue brisée, dont 210 millions de mètres cubes d'eau se sont écoulés inondant 47,64 kilomètres carrés. Les opérations de drainage ont pu dès lors débuter afin d'abaisser le niveau des eaux stagnantes et de réduire la pression exercée sur les 14,35 kilomètres de digues.

Photo Xinhua - China.org

À

Le réservoir des Trois-Gorges en période de crues

Selon le Groupe des Trois-Gorges, afin d'atténuer la pression des crues dans les cours moyen et inférieur du fleuve Yangtsé, le réservoir des Trois-Gorges a progressivement réduit son débit d'eau à 14 000 mètres cubes par seconde. Le 26 juin au 1er juillet, le réservoir a emmagasiné un total de 3,9 milliards de mètres cubes d'eaux de crues.

Série de photographies de Zheng Jiayu

Photo Xinhua - China.org

À

Une section sous-marine de la Grande Muraille émerge des eaux

Récemment, le réservoir de Panjiakou, situé au xian autonome mandchou de Kuancheng, à Chengde, dans la province du Hebei (nord), a réduit son niveau d'eau stockée. Une section sous-marine de la Grande Muraille à l'intérieur du réservoir a ainsi de nouveau émergé de l'eau.

Photo Xinhua - China.org

À

À

Amériques
top

CANADA

Fonctionnement du système de tarification de la pollution

Les effets des changements climatiques se font de plus en plus sentir et qu'ils coûtent de plus en plus cher aux citoyens. Les impacts liés au climat coûtent déjà aux ménages canadiens moyens 720 dollars par année, et ce coût risque d'atteindre 2 000 dollars par année d'ici 2050 si aucune mesure supplémentaire importante n'est prise pour réduire les émissions. Mettre un prix sur la pollution est largement reconnu comme le moyen le plus efficace de réduire les émissions de gaz à effet de serre qui contribuent à l'intensification des incendies de forêt, des sécheresses et des inondations provoqués par les changements climatiques. Le système de tarification de la pollution est la pierre angulaire du plan canadien de lutte contre les changements climatiques. L'approche du Canada en matière de tarification de la pollution est en outre conçue pour répondre aux citoyens, PME, agriculteurs et communautés autochtones, les produits issus du système fédéral de tarification. À Environnement et Changement climatique Canada publie à cet effet un document d'information.

Environnement et Changement climatique Canada - document d'information

À

PFAS

Le Canada passe à l'étape suivante

Sur la base des données scientifiques disponibles, le gouvernement a publié le 15 juillet une ébauche actualisée du rapport sur l'état des substances perfluoroalkyliques et polyfluoroalkyliques (PFAS) et une révision du cadre de gestion des risques. Le gouvernement propose une évaluation séparée pour examiner les profils d'exposition et de danger des fluoropolymères. Le cadre révisé de gestion des risques suggère une approche progressive, consistant d'abord à adopter un règlement pour restreindre les PFAS qui ne sont pas déjà réglementés dans les mousses extinctrices, suivi par l'adoption de mesures supplémentaires pour interdire d'autres utilisations ou activités en lien avec les PFAS. Les parties intéressées et les parties prenantes sont invitées à faire part de leurs commentaires sur cette mise à jour jusqu'au 11 septembre 2024.

Mesures actuelles et futures du Canada concernant les PFAS - À la suite de la publication de l'ébauche actualisée du rapport sur l'état des PFAS, le gouvernement publiera un avis de collecte d'informations en vertu de l'article 71 de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE). L'avis invitera les fabricants, les importateurs et les utilisateurs de certaines PFAS à communiquer leurs renseignements afin d'établir des données de référence pour les activités futures. En outre, le gouvernement prévoit de publier la version finale de la mise à jour du Règlement sur certaines substances toxiques interdites (2012) à l'automne 2024 afin de restreindre davantage la fabrication, l'utilisation, la vente, la mise en vente et l'importation des trois sous-groupes de PFAS qui sont déjà réglementés : le sulfonate de perfluorooctane (SPFO), l'acide perfluorooctanoïque (APFO) et les acides perfluorocarboxyliques à longue chaîne (APFC-LC). Par ailleurs, Santé Canada a publié un objectif provisoire relatif aux PFAS dans l'eau potable en février 2023. La version finale de l'objectif, fondé sur des données scientifiques fiables et axé sur la santé humaine, sera publié dans les semaines à venir.

Environnement et Changement climatique Canada - communiqué

Environnement et Changement climatique Canada - document d'information

À

Protection de territoires publics : Québec lance vaste appel à projets

Le gouvernement du Québec lance un appel à projets auprès de la population afin de créer des aires protégées sur des terres publiques. Avec cet appel à projets, le gouvernement souhaite connaître les priorités locales, régionales et autochtones en matière de conservation des milieux naturels, explique le communiqué. La Société pour la nature et les parcs (SNAP Québec) a reçu une aide financière de 916 700 dollars CA afin de favoriser la participation du public à cet exercice.

La Presse canadienne - À Radio-Canada

À

Un navire-cargo s'échoue dans le fleuve Saint-Laurent

Un navire-cargo s'est échoué dans la voie maritime du Saint-Laurent à la hauteur de Kahnawake, sur la rive sud de Montréal, sans dommages majeurs ni blessés.

Photo Christinne Muschi, La Presse canadienne - À Radio-Canada

À

À

Nouvelle-Écosse

Un enfant meurt dans des inondations à Clair

Les restes de l'ouragan Beryl ont causé des inondations meurtrières en Nouvelle-Écosse. Un enfant est mort, emporté par la crue soudaine des eaux à Wolfville. Un drame qui survient deux semaines de l'anniversaire d'autres inondations soudaines qui avaient fait quatre morts, dont deux enfants, dans la même région l'an dernier.

La tempête Beryl a fait un passage dévastateur dans le sud des États-Unis, causant au moins huit morts.

Radio-Canada

À

BRÉSIL

Des traces de cocaïne dans des requins

Des scientifiques brésiliens ont affirmé avoir détecté des traces de cocaïne dans de petits requins de la côte de Rio de Janeiro, signe de la pollution à laquelle ils sont exposés. 13 spécimens mâles et femelles ont été prélevés, prouvant tous des traces de cocaïne dans les muscles et dans le foie, précise Enrico Mendes Saggiaro, co-auteur de l'étude effectuée pour l'Instituto Oswaldo Cruz. "Il existait déjà plusieurs études dans le monde montrant la présence de cocaïne dans la matrice aquatique, dans l'eau de mer, les rivières et les lacs. Nous nous sommes demandé si au Brésil, deuxième marché mondial de la cocaïne, cette drogue atteignait le biotope. Nous avons montré que la flore et la faune sont effectivement exposées à ce polluant", explique Enrico Mendes Saggiaro. La principale hypothèse est que la pollution ait été causée par les eaux usées rejetées dans la mer, à la fois par les consommateurs qui éliminent la drogue en allant aux toilettes, et également par les laboratoires de raffinage, avance le scientifique. Le trafic maritime international est une autre hypothèse, qui resterait à vérifier.

Radio-Canada

À

À

Économie

À
top

Aquapor (Groupe Saur) acquiert CTGA et Enviman au Portugal

Le Groupe Saur annonce, par l'intermédiaire d'Aquapor, sa principale société de gestion de l'eau au Portugal, la clôture de l'acquisition de CTGA et Enviman, spécialisées dans la réalisation d'études et de projets dans les domaines de l'ingénierie hydraulique, sanitaire et environnementale, ainsi que dans l'exploitation, la maintenance et l'optimisation des systèmes environnementaux.

CTGA et Enviman enrichiront le portefeuille d'Aquapor avec des services de conseil en environnement, des études et des projets sur les infrastructures hydrauliques, la fourniture d'équipements, de technologies et des services de maintenance spécifiques au Portugal. Cette acquisition répond à la stratégie de croissance d'Aquapor, renforçant et consolidant sa position sur le marché de l'exploitation et de la maintenance des infrastructures hydrauliques, y compris les installations de traitement des eaux et des eaux usées, les stations de pompage et les réseaux, dans les segments municipal et industriel. La transaction aboutit à l'intégration opérationnelle de CTGA/Enviman au sein de Lusígia, une entreprise du Groupe Aquapor.

Saur

À

NSI (Groupe Saur) acquiert IWE Malaysia

Le Groupe Saur annonce l'acquisition d'IWE Malaysia, société spécialisée dans les solutions innovantes de traitement de l'eau. Cette acquisition stratégique, réalisée par Nijhuis Saur Industry (NSI), une filiale du Groupe, marque une étape importante dans l'expansion internationale de Saur dans la région Asie-Pacifique.

IWE Malaysia, réputée pour son expertise technique et servant des secteurs clés tels que l'alimentation et les boissons, le papier et la pâte à papier, et l'énergie, s'aligne sur l'ambition du Groupe Saur. Cette synergie permettra au groupe d'élargir son portefeuille de services et de renforcer sa présence en Asie. Dans le cadre de cette intégration, IWE deviendra le centre d'opérations régional de NSI Asia Pacific, basé en Malaisie. La transaction devrait être finalisée au quatrième trimestre 2024, sous réserve des autorisations réglementaires.

Saur

Monde
 À
 À

Les enfants, premières victimes des chaleurs extrêmes

Près d'un demi-milliard d'enfants subissent au moins deux fois plus de journées extrêmement chaudes que leurs grands-parents

D'après une nouvelle analyse de l'UNICEF, 466 millions d'enfants, soit un enfant sur cinq, vivent dans des endroits enregistrant au moins deux fois plus de journées extrêmement chaudes par an qu'il y a à peine 60 ans. En s'appuyant sur une comparaison de la moyenne des températures dans les années 1960 et de celle pour la période 2020-2024, l'analyse lance un sérieux avertissement sur la rapidité et l'échelle auxquelles se multiplient les journées extrêmement chaudes, définies comme des jours où les températures dépassent 35 °C. Près d'un demi-milliard d'enfants sont concernés à travers le monde, et bon nombre d'entre eux sont privés des infrastructures et des services permettant d'y faire face. L'analyse a par ailleurs examiné des données de niveau national ayant révélé que, dans 16 pays, les enfants subissent désormais plus d'un mois de journées extrêmement chaudes supplémentaires par rapport à il y a 60 ans. Toujours selon l'analyse, les enfants d'Afrique de l'Ouest et centrale sont les plus exposés aux journées de chaleur extrême, et connaissent l'augmentation la plus importante de ces dernières au fil du temps.

Le stress thermique exercé sur le corps par l'exposition à la chaleur extrême fait peser des menaces sans égales sur la santé et le bien-être des enfants et des femmes enceintes, en particulier lorsqu'aucune solution pour se rafraîchir n'est disponible. Des liens ont été établis entre le stress thermique et certaines complications durant la grossesse, telles que des maladies chroniques gestationnelles ou des effets indésirables à l'accouchement, notamment la mortinaissance, l'insuffisance pondérale ou la prématurité. Des niveaux excessifs de stress thermique contribuent également à la malnutrition et aux maladies non transmissibles chez les enfants, en particulier celles liées à la chaleur. Les enfants sont aussi plus vulnérables aux maladies infectieuses qui se propagent sous de fortes températures, à l'instar du paludisme et de la dengue. Par ailleurs, des données probantes indiquent que le stress thermique affecte le développement neurologique, la santé mentale et le bien-être. Outre le fait que ces épisodes sont en augmentation dans tous les pays du monde, l'analyse montre que les enfants sont également exposés à des vagues de chaleur plus intenses, plus longues et plus fréquentes. Enfin, les perturbations des aléas liés au climat sur la santé des enfants sont multipliées par la façon dont ces mêmes aléas affectent la sécurité et la contamination alimentaires et hydriques, dégradent les infrastructures, interrompent les services - notamment éducatifs - destinés aux enfants, et provoquent des déplacements.

Au cours des prochains mois, tous les États parties à l'Accord de Paris devront présenter leurs nouveaux plans nationaux d'action climatique, autrement désignés par l'expression "contributions déterminées au niveau national" (CDN 3.0). Ces plans orienteront l'action climatique des dix prochaines années. Ils représentent l'occasion de définir des solutions concrètes à échéance fixe, afin de réaliser les objectifs de l'Accord de Paris. À ce titre, l'UNICEF exhorte les dirigeants, les gouvernements et le secteur privé à mettre en œuvre de toute urgence des interventions climatiques audacieuses, qui garantissent le respect du droit de chaque enfant à un environnement propre, sain et durable.

UNICEF

À

Quatre milliards de personnes ne disposent pas d'un approvisionnement sûr en eau potable

Selon une étude récente menée par les chercheurs de l'EAWAG, plus de la moitié de la population mondiale ne dispose pas d'un approvisionnement sûr en eau potable. C'est ce que montre une carte globale élaborée l'équipe à l'aide de l'apprentissage automatique entraîné avec les données d'enquêtes dans les foyers et des données issues de l'observation de la Terre, et publiée dans la revue Science. "Le fait que tant de personnes dans le monde n'aient pas un accès raisonnable à l'eau potable doit nous faire réfléchir", déclare Martin Ackermann, directeur de l'EAWAG, qui estime que les ressources en eau doivent être mieux protégées et que nous devons encore développer et diffuser des méthodes qui permettent de traiter et de distribuer l'eau en toute sécurité.

EAWAG

À

Réchauffement

La température de l'eau son plus haut depuis 400 ans dans la Grande Barrière de corail

Un record depuis plusieurs siècles : la température de l'eau de la célèbre Grande Barrière de corail en Australie est plus élevée ces 10 dernières années que depuis 400 ans, selon une étude scientifique. Elle avait augmenté chaque année depuis 1960 mais a été particulièrement élevée lors des récents épisodes de blanchiment de coraux, selon travail publié dans la revue Nature. Un réchauffement des eaux qui est très probablement la conséquence du changement climatique causé par l'action humaine. La co-auteurice de l'étude Helen McGregor se dit extrêmement inquiète de ces hausses sans précédent.

La Grande Barrière de corail, qui s'étend sur 2 300 kilomètres le long de la côte de l'État du Queensland (nord-est de l'Australie), est considérée comme la plus grande structure vivante du monde. Elle abrite une biodiversité extrêmement riche, avec plus de 600 espèces de coraux et 1 625 espèces de poissons.

Le Devoir

À

Exploitation minière en haute mer

Une victoire en demi-teinte pour les opposants

Après trois semaines d'intenses négociations à Kingston (Jamaïque), le congrès de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) s'est clôturé le 2 août sur un bilan mitigé. Alors que la société minière The Metals Company menace de soumettre prochainement une demande d'exploitation minière commerciale des nodules polymétalliques du fond de l'océan Pacifique, les discussions interétatiques n'ont toujours pas abouti à un code minier pour encadrer ces potentielles activités d'extraction. Si le pas vers un moratoire, poussé par les ONG, n'a pas été franchi, celles-ci saluent cependant un "plan en faveur de la défense des grands fonds" : 32 États déclarent aujourd'hui une pause de précaution.

Par ailleurs, l'assemblée de l'AIFM a élu l'océanographe brésilienne Leticia Carvalho au poste de secrétaire générale. Elle bat ainsi le controversé titulaire Michael Lodge, qui brigait un troisième mandat de quatre ans, jugé trop "pro-extraction" par les ONG.

Actu Environnement

Polytechnique Insights remet en une plusieurs articles sur le sujet - Polytechnique Insights

RECHERCHE

Une nouvelle étude rajuste l'impact de la fonte des glaces sur le niveau de l'eau

La vitesse laquelle la fonte des glaces en Antarctique fait monter le niveau de l'eau de la mer pourrait tre moins importante qu'anticipe, si les circonstances sont favorables. C'est ce que rvle une tude dirige par une quipe de l'Universit McGill. Une calotte antarctique fait prs de trois kilomtres d'paisseur. Quand le climat se rchauffe et que la glace quitte les bords du continent, la terre sous la glace est libre du poids de celle-ci et remonte. Ce phnomne appel rebond postglaciaire est au cur de l'tude. Cet effet peut tre double tranchant. Si les missions de gaz eff de serre baissent, le rebond aura le temps de se dvelopper suffisamment pour ralentir l'coulement de la glace vers l'ocan. D'une certaine manire, c'est un mcanisme de stabilisation, rsume la professeure Natalya Gomez, auteure principale de l'tude et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les interactions entre la calotte glaciaire et le niveau de la mer. Dans un scnario o les missions suivraient celles prvues par les accords de Paris, cet effet pourrait ralentir jusqu' 40 % la monte de l'eau, assure-t-elle. Cependant, si le rchauffement climatique continue au mme rythme, ce rebond n'aura pas le temps de survenir.

La Presse canadienne - Radio-Canada

The influence of realistic 3D mantle viscosity on Antarctica's contribution to future global sea levels - Science Advances

Zones arides

L'incroyable diversit des plantes pour s'adapter un climat extrme

Trois scientifiques de l'INRAE, du CNRS et de l'Universit de sciences et technologies du roi Abdullah en Arabie Saoudite ont coordonn une tude internationale grande chelle impliquant 120 scientifiques de 27 pays pour comprendre comment les plantes des zones arides se sont adaptes ces milieux extrmes. Durant 8 ans, ils ont collect des chantillons parmi des centaines de parcelles arides slectionnes sur 6 continents, pour analyser prs de 1 350 observations faites sur plus de 300 espces de plantes, une premire cette chelle. Les rsultats, publis dans Nature, montrent que les plantes des zones arides adoptent une multitude de stratgies d'adaptation, une diversit qui augmente avec le taux d'aridit. Ce serait l'isolement des plantes en zone aride, et donc un dclin de la comptition entre elles, qui permettrait l'expression d'une diversit de formes et de fonctions unique au monde, 2 fois plus importante qu'en zone plus tempre. Cette tude offre de nouvelles perspectives pour comprendre l'architecture du vgtal, l'adaptation des plantes aux milieux extrmes, l'origine de la colonisation des milieux terrestres par les vgtaux, et la capacit des plantes rpondre aux changements globaux en cours.

CNRS

Biodiversit l'chelle mondiale

Des indicateurs de diversité génétique prêts à l'emploi

La diversité génétique est fondamentale pour le maintien et la résilience des espèces et des écosystèmes. Dans le contexte du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM), dont la France est signataire, un consortium international, intégrant l'INRAE, l'Université Claude Bernard Lyon 1 et le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie, a développé et démontré la faisabilité de l'utilisation de 2 indicateurs de diversité génétique reposant sur des données existantes et disponibles sans nécessité d'ADN. Un test grandeur nature s'est déroulé dans 9 pays et sur plus de 900 espèces. Les résultats, publiés dans *Ecology Letters*, montrent que les indicateurs peuvent être calculés rapidement avec un investissement limité. Pour 58 % des espèces évaluées, les populations existantes sont trop petites et perdent leur diversité génétique, compromettant leur survie à long terme. À partir de 2026, les 196 signataires devront rendre compte de l'état de diversité génétique de leur territoire grâce à ces indicateurs de référence. Pour accomplir leur prise en main, des ateliers seront organisés et co-construits avec les parties prenantes nationales et locales de la gestion de la biodiversité.

INRAE

À

Les espèces de poissons les plus menacées sont les moins étudiées

Les poissons de récif les plus menacés sont les plus ignorés par les scientifiques et le grand public. Tel est le résultat surprenant d'une équipe de scientifiques menée par un chercheur du CNRS, Nicolas Mouquet, directeur scientifique du Centre de synthèse et d'analyse sur la biodiversité (CESAB) de la FRB. Dans leur étude publiée dans *Science Advances*, ils ont mesuré l'intérêt humain à l'égard de 2 408 espèces de poissons de récif marin et ont révélé que la communauté scientifique serait davantage guidée par l'attrait commercial des poissons que par leur importance écologique. Le grand public semble, quant à lui, surtout influencé par les aspects esthétiques de certaines espèces (tels que le poisson scorpion, Pterois volitans, ou le poisson-mandarin, *Synchiropus splendidus*). Ainsi donc, les Blennies (Blenniidae) et les Gobiidés (Gobiidae), deux familles de poissons ne reçoivent presque pas l'attention du public et peu d'effort de recherche. Ces poissons ont pourtant un rôle clé dans le fonctionnement des récifs, notamment comme nettoyeurs. De petite taille, ils sont essentiels dans la trophodynamique des récifs, c'est-à-dire le transfert de l'énergie et de la matière fournies par les petites proies vers les consommateurs plus gros.

Pour arriver à ces résultats, les scientifiques se sont appuyés sur le big data : bases de données scientifiques, réseaux sociaux et statistiques de consultation de pages Wikipédia des différents poissons. Par exemple, les 2 408 espèces étudiées cumulent plus de 17 millions de vues sur Wikipédia, mais 50 % de ces vues ne concernent que 7 % des espèces ici considérées, et 20 % des vues seulement 1 % de ces espèces. Plus encore : 1 % des espèces étudiées cumulent presque 50 % des publications scientifiques.

Ces résultats mettent ainsi à jour les biais qui nuisent directement à la préservation des espèces marines ; à tel point que les auteurs sonnent aujourd'hui l'alarme. Ces derniers soulignent l'importance d'aligner l'intérêt humain pour la biodiversité avec les besoins de conservation et la santé des écosystèmes. Aussi, les chercheurs et chercheuses proposent d'initier des campagnes de sensibilisation afin d'attirer l'attention du public sur les espèces en danger et négligées. Enfin, ils suggèrent de mettre en place des programmes de recherche prenant en compte toutes les composantes des écosystèmes, pour une stratégie de préservation globale et non plus orientée par des impératifs commerciaux.

CNRS

À

Dans les lacs, des bactéries luttent contre le changement climatique

Les bactéries qui oxydent le méthane pourraient jouer un rôle plus important que supposé en empêchant que les lacs ne

libèrent ce gaz nocif pour le climat. C'est ce que déclarent des chercheurs de l'Institut Max-Planck de microbiologie marine à Brême et de l'EAWAG. L'équipe montre en outre quelle en est la cause et comment le processus fonctionne.

Le méthane est un puissant gaz à effet de serre qui se forme de nombreux endroits en mer et dans les cours d'eau douce. Les lacs sont les plus grands émetteurs de ce gaz nocif pour le climat. Mais il existe par chance des micro-organismes permettant de contrer le phénomène. Ceux-ci sont capables d'utiliser le gaz pour leur croissance et comme source d'énergie, empêchant ainsi qu'il s'échappe dans l'atmosphère. Ces micro-organismes, appelés méthanotrophes, sont par conséquent considérés comme un important "filtre biologique" du méthane. Ils se divisent en plusieurs groupes et de nombreuses questions sur leur mode de vie n'ont pas encore trouvé de réponse. Une étude de l'Institut Max-Planck de microbiologie marine à Brême et de l'Institut de recherche sur l'eau EAWAG, qui vient de paraître dans la revue scientifique *Nature Communications*, met en lumière les surprenantes capacités de certains de ces organismes et leur rôle jusque-là insoupçonné pour notre climat.

EAWAG

À

Des bactéries pour assainir des environnements producteurs de méthane et d'oxyde nitreux

En s'intéressant à un groupe de bactéries qui se nourrissent de méthane, des chercheurs ont découvert que certains de ces méthanotrophes sont dotés d'une capacité métabolique leur permettant d'éliminer aussi l'oxyde nitreux qu'ils respirent. Ce groupe de bactéries se trouve notamment dans des tourbières, des zones humides, des rizières et des sols forestiers, précise l'étude publiée dans la revue *Nature Communications*. Samuel Imisi Awala, chercheur au département des sciences biologiques et de biotechnologie à l'Université nationale de Chungbuk (Corée du Sud), et auteur principal de l'article, reconnaît avoir été étonné de ces conclusions.

Bassirou Bâ - À Radio-Canada

Nitrous oxide respiration in acidophilic methanotrophs - À *Nature Communications* À

À

La biodégradation de produits anti-moustiques n'est que partiellement efficace

Les micro-organismes présents dans les biofilms des rivières peuvent dégrader les substances nocives. Certains sont également capables de dégrader les biocides, notamment le diéthyltoluamide (DEET), un insectifuge - c'est du moins ce que l'on suppose. Des chercheurs de l'Institut de recherche sur l'eau EAWAG ont découvert que le DEET est mieux dégradé lorsque la proportion d'eaux usées purifiées est élevée dans le cours d'eau. Ils en attribuent la responsabilité des enzymes spécifiques qui se trouvent surtout à l'issue des stations d'épuration renvoyant l'eau dans le cours d'eau. Mais ils n'ont pu identifier clairement ces enzymes que de manière rudimentaire. Leurs travaux ont eu une première publication dans la revue *Water Research*.

EAWAG

À

Caractérisation du microbiome du sol dans l'optique d'une application raisonnée de fertilisation azotée

L'azote est un élément essentiel à la croissance des plantes. Plus de 50 % de l'azote (N) appliqué au champ n'est pas assimilé par les plantes. L'incapacité des programmes de fertilisation à adapter les recommandations au potentiel biochimique microbien des sols constitue un obstacle important à la détermination de la dose et du type d'engrais à appliquer. Il a été démontré que les rendements et la qualité du bled récolté peuvent être prédits sur la base de la structure du microbiome observée au printemps. Ce projet vise à développer un modèle prédictif de la dose optimale d'azote économique (OEDN) en intégrant des données météorologiques. En comprenant mieux comment les communautés microbiennes du sol influencent les besoins en fertilisants azotés des cultures, les chercheurs de l'INRS du Canada espèrent réduire les applications excessives d'azote, minimiser les impacts environnementaux et améliorer la durabilité des pratiques agricoles. Le projet se concentrera sur la culture du maïs, en utilisant une base de données de 179 sites pour analyser la relation entre les variables climatiques, agronomiques, microbiologiques et génomiques.

Projet INRS Canada

À

Des germes résistants aux antibiotiques dans les eaux usées

Les bactéries résistantes aux antibiotiques constituent un danger sanitaire dans le monde entier. Il est donc d'autant plus important de suivre leur propagation et, surtout, d'identifier les tendances. Les chercheurs de l'EAWAG ont analysé pendant plus d'un an la propagation des colibacilles résistants aux antibiotiques dans six stations d'épuration suisses. L'étude montre que la surveillance des eaux usées peut aider à observer les tendances et les différences régionales, indépendamment des cas de maladie avérés. Elle fournit en outre des bases pour informer de l'efficacité des mesures préventives.

EAWAG

À

Procédure de détection instantanée des nanoplastiques

Un procédé mis au point par une équipe de l'Université McGill (Montréal) permet de détecter instantanément les nanoplastiques en suspension dans l'eau, et mieux encore de les différencier des autres matières, cela même lorsqu'ils sont recouverts d'autres particules.

La microscopie holographique en ligne nanométrique assistée par l'intelligence artificielle, ou nano-DIHM assistée par l'IA, permet de détecter ces particules sur place et en temps réel. Les échantillons prélevés sont analysés directement sur le terrain, et n'ont plus besoin d'être envoyés en laboratoire pour être examinés. Avec la nouvelle méthode, estiment les responsables du projet, il devient plus facile de localiser les points chauds de pollution et d'y remédier efficacement. "Nous sommes en mesure non seulement de détecter des nanoparticules en quelques millisecondes, mais de générer des informations chimio-physiques en temps réel et in situ qui n'existaient absolument pas avant", a expliqué Parisa Ariya, l'autrice principale de l'étude qui est notamment professeure James McGill au département de chimie ainsi qu'au département des sciences atmosphériques et océaniques.

McGill - communiqué

Nanoplastics in Water: Artificial Intelligence-Assisted 4D Physicochemical Characterization and Rapid In Situ Detection, Parisa A. Ariya et al. - Environmental Science & Technology

À

PFAS

Une étude alerte sur leur augmentation dans la composition des pesticides aux États-Unis

Une nouvelle étude évaluée publiée dans la revue *Environmental Health Perspectives* constitue selon l'Environmental Working Group le "premier examen global sur les nombreuses voies par lesquelles les PFAS ont été introduits dans la composition des produits pesticides américains". Cette étude révèle que près d'un quart des substances actives des pesticides conventionnels autorisés aux États-Unis en 2021 étaient des organofluorés (substances ayant au moins une liaison carbone-fluor - C-F) et 14 % des PFAS (substances répondant à la définition de l'OCDE, ayant au moins un atome de carbone lié à 3 ou 2 fluor - CF₃, CF₂). La part de ces substances autorisées entre 2012 et 2021 est aussi de 61 % pour les organofluorés et de 30 % pour les PFAS, parmi lesquelles les plus utilisées outre-Atlantique sont la trifluarine, le fomesafen et le pyroxasulfone.

Un communiqué de Générations Futures donne le lien vers l'étude - Générations Futures

À

ÉTUDE

L'innovation dans les technologies liées à l'eau

L'Office européen des brevets publie une étude sur l'innovation dans les technologies liées à l'eau.

Synthèse en français - Full study

OUTIL

La plateforme de science ouverte Canal-U vient de mettre en ligne trois vidéos sur les indicateurs de qualité de sols et leur usage dans un contexte de transitions agricoles.

Canal-U

PUBLICATION

Villes durables : Des solutions innovantes pour la gestion de l'eau

Les villes doivent devenir plus durables et utiliser leurs ressources en eau plus efficacement. Gérer ce précieux élément dans des circuits locaux de petite taille est une solution possible. Un nouveau livre blanc publié par l'EAWAG, l'Université de Berkeley et la société de conseil BlueTech Research montre comment y parvenir grâce à des approches innovantes. Trois feuilles de route décrivent les possibilités à l'échelle des bâtiments, des quartiers urbains et des villes, agriculture régionale incluse. Six métropoles à travers le monde (San Francisco, Bangalore, Hambourg, Helsingborg, Genève, Paris) ouvrent la voie à d'autres villes intéressées par l'intégration de solutions innovantes pour la gestion de l'eau.

EAWAG

À

POINT DE VUE

Une vie de qualité et écologique pour tous est possible

Aujourd'hui, l'humanité ne gère pas la Terre de manière durable. Le réchauffement climatique, la déforestation et le recul de la biodiversité mettent notre planète à rude épreuve. Cet état des lieux incite les uns et les autres au pessimisme : pouvons-nous vraiment créer une vie écologique et agréable pour tous les habitants de la Terre ? Oui, disent les chercheurs de l'EMPA. Dans une nouvelle étude publiée dans le *Journal of Cleaner Production*, ils ont démontré que - du moins techniquement - plus de dix milliards d'autres humains peuvent vivre durablement sur la Terre, et qu'un niveau de vie convenable peut être atteint par tous.

Pour leur calcul, Hauke Schlesier et Harald Desing du laboratoire Technologie et Sociétés de l'EMPA, en collaboration avec Malte Schäfer de l'Université technique de Braunschweig, ont utilisé le modèle dit du "donut". Ce modèle se compose de deux cercles concentriques. Le cercle extérieur représente les limites d'importantes ressources planétaires, dont par exemple la biodiversité, le climat ainsi que l'utilisation des terres et de l'eau, dont le dépassement augmente le risque de changements environnementaux brutaux et irréversibles à grande échelle. Un cercle intérieur rempli signifie que les besoins humains fondamentaux sont satisfaits et qu'un niveau de vie adéquat est atteint pour tous les êtres humains. Le véritable donut est la zone située entre ces cercles : la quantité de ressources naturelles qui pourraient encore être utilisées en toute sécurité au-delà de la réalisation d'un niveau de vie adéquat.

EMPA

À

REGARDER %COUTER AGIR

James Webb apporte les premières preuves de l'existence d'une exoplanète océan

Une équipe de planétologues du CNRS, en collaboration avec des astronomes de l'Université de Montréal, vient d'apporter les premières preuves tangibles montrant que l'exoplanète tempête LHS 1140 b pourrait être une planète océan.

Cette planète, située à environ 48 années-lumière du système solaire dans la constellation de la Baleine, avait été observée ces dernières années par les télescopes spatiaux Hubble, Spitzer, TESS et l'instrument ESPRESSO situé sur le télescope VLT au Chili. Ces observations, sur lesquelles les équipes du CNRS et de l'Université de Montréal avaient déjà collaboré, avaient alors permis de mesurer avec précision la masse et le rayon de LHS1140b, révélant la faible densité de la planète. Cette faible densité suggère la présence d'une épaisse enveloppe d'hydrogène et d'hélium et d'une importante quantité d'eau sur la planète. En observant LHS1140b en décembre 2023, le télescope spatial James Webb (JWST) et son instrument NIRISS ont démontré que la planète a aujourd'hui perdu son enveloppe d'hydrogène et d'hélium. Ce résultat surprenant a été confirmé par une analyse indépendante et simultanée réalisée avec un

instrument du JWST, le NIRSpec, opérant à des longueurs d'onde différentes de celle du NIRISS. Cela implique donc que la faible densité de la planète est due à une quantité d'eau bien plus importante que sur Terre. Compte tenu de la distance entre la planète et son étoile, cette eau a toutes les chances de se trouver au moins en partie sous forme liquide, formant des océans en surface et/ou dans la sous-surface de la planète. Cette conclusion, qui constitue le premier résultat prometteur du JWST dans l'étude des planètes potentiellement habitables, a été publiée dans la revue *The Astrophysical Journal Letters*.

Les laboratoires français travaillant sur cette étude sont le Laboratoire de météorologie dynamique (CNRS/École Polytechnique/ENS - PSL/Sorbonne Université), le Laboratoire d'astrophysique de Bordeaux (CNRS/Université de Bordeaux) et le Laboratoire d'études spatiales et d'instrumentation en astrophysique (Observatoire de Paris - PSL/CNRS/Sorbonne Université/Université Paris Cité).

L'exoplanète tempéroïde LHS 1140 b constitue l'exoplanète dans une zone habitable la plus prometteuse dans notre recherche d'eau liquide au-delà du système solaire. Elle fait 1,7 fois la taille de notre planète Terre (à droite) et pourrait être un monde entièrement recouvert de glace (à gauche), comme Europe, la lune de Jupiter, ou un monde de glace avec un océan substellaire liquide et une atmosphère nuageuse (au centre). Vue de l'artiste B. Gougeon, UdeM.

CNRS

À

Protection des baleines en Méditerranée

De nouvelles données confirment que la limitation de la vitesse des navires est nécessaire pour éviter l'extinction des grandes baleines dans le nord-ouest de la Méditerranée. Maintenir la vitesse des navires en dessous de 10 nœuds est le seul moyen efficace d'éviter le risque de collisions mortelles avec des baleines menacées dans des zones telles que la zone maritime particulièrement sensible (ZMPS) du nord-ouest de la Méditerranée, où l'ajustement des routes maritimes n'est pas une option réalisable dans la pratique. Une nouvelle analyse des données de trafic réalisée par OceanCare et Quiet-Oceans montre que 80 % des distances parcourues par les navires marchands dans la ZMPS en 2023 l'ont été à des vitesses supérieures à 10 nœuds. En particulier, les transbordeurs rouliers, avec un total de plus de millions de kilomètres parcourus en 2023, ont navigué à des vitesses supérieures sur plus de 90 % de leurs distances.

OceanCare et ses organisations partenaires demandent au gouvernement espagnol d'inclure une limitation obligatoire de la vitesse des navires dans le futur plan de gestion de la zone de protection marine "Corridor migratoire des cétacés" qui fait partie de la ZMPS.

Ships and whales: a fatal relationship? - OceanCare

À

Nager avec les poissons dans le bassin des chutes du Rhin

Grâce à une vue en 3D à travers le Fischoskop, les poissons du bassin des chutes du Rhin peuvent être observés de près.

Actuellement, le Rhin a encore beaucoup d'eau. Comme le lac de Constance est trop plein, environ 800 000 litres déferlent chaque seconde dans le bassin en contrebas, via les chutes du Rhin. Depuis toujours, ce bassin n'a pas seulement été plein de mystères, mais aussi le terminus de tous les poissons qui ont réussi à remonter le courant jusque là. Il est interdit de nager dans le bassin des chutes du Rhin. D'ordinaire, le Fischoskop permet de plonger dans le bassin des chutes du Rhin sans se mouiller. Les poissons qui s'y trouvent peuvent être vus de près grâce à la réalité virtuelle. Au cours d'un voyage de quelques minutes, les spectateurs reçoivent des informations sur quelques espèces de poissons et leur habitat.

Le projet vise à faire vivre les sciences naturelles. Il s'agit d'un projet pilote financé par le fonds de loterie de Schaffhouse. Il a été accompagné par la ZHdK et l'EAWAG et réalisé par la société Timescope de Paris. La Naturforschende Gesellschaft Schaffhausen SHnat a également participé au projet.

EAWAG

À

CONCOURS PHOTO

Calendrier 2025 de l'OMM

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) annonce le lancement de son concours de photographies pour le calendrier 2025, l'une de ses activités annuelles les plus attendues. Cette année, le concours concordera avec le thème de la Journée météorologique mondiale 2025 "Comblent ensemble les lacunes en matière d'alertes précoces", lequel est axé sur l'Initiative Alertes précoces pour tous. L'OMM célébrera également le 75^{ème} anniversaire de sa création, qu

marquÃ© le dÃ©but d'une nouvelle Ã©re s'agissant de la coopÃ©ration internationale dans le domaine de la mÃ©tÃ©orologie, de l'hydrologie et des sciences gÃ©ophysiques connexes.

OMM

Ã

Ã

Europe
top

Risques climatiques & SantÃ©

NÃ©cessitÃ© d'une action urgente pour attÃ©nuer les risques climatiques relatifs Ã la santÃ© liÃ©s aux inondations, aux sÃ©cheresses et Ã la dÃ©tÃ©rioration de la qualitÃ© de l'eau

Selon un rapport de l'Agence europÃ©enne pour l'environnement (AEE) publiÃ© le 1er juillet, le changement climatique aggrave les inondations, accentue les sÃ©cheresses et dÃ©tÃ©riora la qualitÃ© de l'eau, ce qui constitue une menace croissante pour notre santÃ©. Il est urgent d'accÃ©lÃ©rer la mise en Ã©uvre et d'amÃ©liorer la coordination des efforts dÃ©ployÃ©s par les gouvernements, les autoritÃ©s responsables de l'eau et les prestataires de soins de santÃ©, afin de prÃ©venir l'apparition de ces phÃ©nomÃ©nes et d'en rÃ©duire les effets sur la santÃ©.

Le rapport de l'AEE intitulÃ© "Responding to climate change impacts on human health in Europe: focus on floods, droughts and water quality" (RÃ©agir aux effets du changement climatique sur la santÃ© humaine en Europe: inondations, sÃ©cheresses et qualitÃ© de l'eau) met en exergue les effets sur la santÃ© et le bien-Ãªtre du changement climatique s'agissant de l'eau, effets qui se font dÃ©jÃ sentir dans toute l'Europe et qui se traduisent par un nombre accru de victimes et de blessÃ©s, l'apparition d'Ã©pidÃ©mies de maladies infectieuses et des consÃ©quences sur la santÃ© mentale. Entre 1980 et 2022, 5 582 dÃ©cÃ©s liÃ©s aux inondations et 702 dÃ©cÃ©s liÃ©s aux feux de forÃªt ont Ã©tÃ© enregistrÃ©s dans 32 pays europÃ©ens. Aujourd'hui dÃ©jÃ, un europÃ©en sur huit vit dans une zone potentiellement sujette aux inondations fluviales et environ 30 % des habitants du sud de l'Europe sont confrontÃ©s Ã un stress hydrique permanent. Le changement climatique accroÃªtra encore l'exposition des populations aux phÃ©nomÃ©nes mÃ©tÃ©orologiques extrÃªmes, ce qui aura de graves consÃ©quences sanitaires. L'impact sur la santÃ© des inondations, sÃ©cheresses, feux de forÃªt et maladies d'origine hydrique ou vectorielle est le plus fort notamment chez les personnes Ã©gÃ©es, les enfants, les individus en mauvaise santÃ©, les groupes Ã faibles revenus, les agriculteurs et les Ã©quipes des services d'urgence. Compte tenu de ces rÃ©alitÃ©s factuelles, le rapport souligne la nÃ©cessitÃ© impÃ©rieuse de mettre en Ã©uvre d'urgence la lÃ©gislation existante de l'UE, en particulier diverses politiques europÃ©ennes en matiÃ©re de climat, d'eau et de santÃ©, pour les intÃ©grer davantage et dÃ©ployer les solutions dÃ©jÃ existantes dans tous les secteurs et Ã tous les niveaux gouvernementaux, afin de protÃ©ger des vies, de prÃ©venir les effets nÃ©fastes sur la santÃ© des individus et d'accroÃªtre leur bien-Ãªtre.

AEE

Â

Enquête Climat

Les Européens et leur connaissance du changement climatique

Au lendemain d'une séquence électorale en France - européennes et législatives - ayant témoigné d'un recul apparent de l'enjeu climatique, Adèle de Zulfikarpasic, directrice générale de BVA Xsight, et Anne-Laure Gallay, directrice du département Opinion de l'institut, font le point sur la connaissance qu'ont les citoyens européens du changement climatique grâce à l'indice de connaissance développé et mesuré dans la sixième édition de l'enquête Climat réalisée pour la Banque européenne d'investissement (BEI).

Fondation Jean Jaurès - en partenariat avec la BEI

Édition 2023-2024 de l'enquête de la BEI sur le climat

Â

Des analyses d'eau potable révèlent la présence de TFA dans 94 % des échantillons

Alarmé par les niveaux élevés de contamination par le TFA (acide trifluoroacétique) dans les masses d'eau européennes, le Pesticide Action Network (PAN Europe) et ses membres ont fait analyser 55 échantillons d'eau potable (eau du robinet et eau minérale) provenant de 11 pays de l'Union européenne.

Le TFA a été détecté dans 34 des 36 échantillons d'eau du robinet, avec des valeurs allant de "en-dessous de la limite de détection" (< 20 ng/L) à 4 100 ng/L, comparables à celles trouvées dans les rivières et les lacs européens. Seulement 6 % des échantillons étaient exempts. La moyenne de 740 ng/L dans l'eau potable est inférieure à celle que l'on trouve dans les rivières et les lacs lors d'un précédent rapport faisant état d'une valeur moyenne de 1 220 ng/L. Les eaux minérales et de source ne sont pas épargnées. 17 échantillons d'eau minérale et 2 échantillons d'eau de source ont été inclus dans le programme d'étude : 12 des 19 échantillons étaient contaminés par le TFA, à des concentrations comprises entre "en-dessous de la limite de détection" et 3 200 ng/L, avec une charge moyenne de 278 ng/L.

Des tests portant sur 24 autres produits chimiques PFAS ont révélé que le TFA représentait plus de 98 % de la charge totale de PFAS dans tous les échantillons testés.

Généralisations Futures

Â

SUISSE

Pesticides dans les eaux : Il y a encore du travail

La plateforme VSA Qualité de l'eau et l'EAWAG ont analysé les effets à ce jour des mesures prises dans le cadre du Plan

d'action pour la réduction des risques et l'utilisation durable des produits phytosanitaires sur la qualité des eaux. Le nombre de dépassements des valeurs limites a nettement diminué depuis 2019. Néanmoins, de nombreux kilomètres de cours d'eau et de ruisseaux sont toujours aussi pollués. Les pyrénées représentent un risque particulièrement important pour les eaux.

EAWAG

À

RECHERCHE

Lanat-3 : Prioriser l'affectation des ressources

La biodiversité recule à une vitesse affolante tandis que les mesures de protection des espèces tardent à se mettre en place. La seule solution est d'utiliser les ressources restreintes là où elles sont le plus utiles et ce de la manière la plus efficace possible. À l'aide des données les plus récentes et de modèles basés sur l'IA, le projet de recherche Lanat-3 fournit les bases en ce sens.

Afin de stopper le recul de la biodiversité, la Suisse a défini des objectifs et des mesures dans différents plans stratégiques et lois, à commencer par la stratégie en matière de biodiversité et le plan d'action y afférent ainsi que par la loi sur la protection des eaux. Mais la mise en œuvre des mesures prend du retard, notamment parce que les moyens financiers sont limités, parce qu'il existe des conflits concernant les objectifs - par exemple la production d'énergie - et parce que les données sur la biodiversité et ses exigences sont lacunaires. Il est donc primordial que les mesures qui peuvent être mises en œuvre pour protéger et promouvoir la biodiversité soient aussi efficaces que possible. Le projet de recherche Lanat-3, financé par la Wyss Academy for Nature à l'Université de Berne, le canton de Berne et l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et dirigé par les chercheurs de l'Université de Berne, du Centre suisse de compétences pour la pêche et de l'Institut de recherche sur l'eau EAWAG, vise à identifier les régions où il est le plus urgent d'agir pour protéger la diversité des cours d'eau et y planifier des mesures de protection et de promotion aussi optimales que possible. Dans un premier temps, les chercheurs se concentrent sur le bassin versant de l'Aar et du Rhin.

EAWAG

FRANCE

Publication du décret sur la réforme des redevances des agences

Engagée par la loi de finances 2024, cette réforme d'envergure porte la volonté de renforcer la fiscalité de l'eau. Une réforme en cohérence avec les ambitions du Plan Eau gouvernemental, qui intègre en premier lieu les collectivités, pour une mise en œuvre à compter du 1er janvier 2025.

Le décret publié le 11 juillet 2024 permet de rentrer dans la phase opérationnelle de la réforme des redevances, clé de voûte des financements portés par les six agences de l'eau au niveau national. Dans une logique de solidarité à l'échelle des bassins versants, les agences de l'eau financent les projets des acteurs économiques, des collectivités, des associations qui participent au bon état des eaux et à l'adaptation au dérèglement climatique. Pour ce faire, les agences perçoivent des redevances auprès de différents contribuables, publics et privés. La réforme engagée, depuis plus de 3 ans, modifie les redevances en renforçant leur lisibilité et leur incitativité, notamment en matière de maîtrise des fuites dans les réseaux d'eau potable et la réduction des pollutions des milieux aquatiques. Ainsi, la réforme supprime trois des redevances actuelles (redevance de pollution domestique, redevance pour modernisation des réseaux de collecte domestique, redevance pour modernisation des réseaux de collecte non domestique) et crée trois nouvelles redevances (redevance sur la consommation d'eau potable, redevance pour performance des réseaux d'eau potable, redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif).

Tout comprendre sur la réforme - Agences de l'eau

À

Les COPROJETS

12 nouveaux lauréats en 2024

Depuis 2022, le CEREMA contribue au renouvellement de la démarche des Quartiers notamment à travers un accompagnement renforcé des projets en phase amont : les coprojets. 15 territoires sont accompagnés depuis 2022, rejoints par 14 lauréats en 2023, et 12 nouveaux lauréats en 2024.

CEREMA - la liste des projets accompagnés

À

Les GABASSINES

Le tribunal administratif sanctionne l'autorisation unique pluriannuelle de prélèvement d'eau par les préfets

Une décision inédite du tribunal administratif de Poitiers réduit grandement le volume d'eau pompable pour remplir les gabassines du Marais poitevin. Alors que le collectif d'opposition aux gabassines organise une semaine de mobilisation à Melle (Deux-Sèvres), les juges ont annulé le 9 juillet l'autorisation unique pluriannuelle de prélèvement (AUPP), délivrée fin 2021 par les préfets. L'établissement public du Marais poitevin, organisme ayant autorité sur le bassin, dispose d'un mois pour proposer et publier un nouveau plan de prélèvements. Le tribunal a considéré que la création de gabassines entraîne "une augmentation nette des prélèvements annuels, alors que les nouveaux prélèvements hivernaux servant au remplissage de ces réserves de substitution doivent normalement être compensés par une diminution des prélèvements estivaux". En attendant, le tribunal accorde une autorisation de prélèvement provisoire de 67,6 millions de mètres cubes, contre 87 millions de mètres cubes dans l'AUPP qui vient d'être clarifiée.

Reporterre

Pour un moratoire sur les gabassines

La Confédération paysanne et les 120 organisations de la coordination anti-bassines appellent une nouvelle fois à une réflexion concertée et à un débat démocratique sur le sujet de plus en plus désapprouvé des gabassines. La Confédération rappelle l'impératif partage de l'eau au sein même du monde agricole.

Lettre ouverte aux agriculteurs - Confédération paysanne

À

ANALYSES

Crues dévastatrices en Isère

L'urgence de mieux s'adapter aux risques naturels

On tend à l'oublier, et pourtant : la planète est en activité géologique constante. Pas seulement à travers les spectacles terrifiants du volcanisme et des séismes, mais également à travers l'érosion et la sédimentation. Des mécanismes dont l'eau est un vecteur et qui sont tellement banals qu'on leur prête peu d'attention, sauf peut-être lorsqu'il est question du recul du trait de côte. Ou lorsque des événements météorologiques soudains occasionnent inondations, crues torrentielles ou glissements de terrain... comme le 22 juin dernier, où la crue du Vainon a emporté le hameau de la Bâtarde et a isolé le village de Saint-Christophe-en-Oisans, en Isère. De quoi rappeler que les différentes modalités de chute d'eau (pluie, grêle ou neige) façonnent en permanence les paysages, parfois violemment.

Francis Meillez, professeur de géologie, directeur de la Société Géologique du Nord, Université de Lille - À The Conversation

Adaptation

Nous ne sommes pas prêts, selon un rapport d'Oxfam France

Selon ce rapport, les pouvoirs publics n'anticipent pas assez les politiques et les investissements nécessaires à l'adaptation et ne protègent à ce jour pas les citoyennes et citoyens face aux conséquences du changement climatique. Oxfam révèle ainsi que plus de la moitié des droits humains est menacée en France du fait de l'improvisation des pouvoirs publics en matière d'adaptation et en l'absence de politique globale ambitieuse.

1,3 million d'enfants français en maternelle seront exposés à une chaleur excédant 35 °C dans les classes d'ici 2030. 55 % des écoles maternelles françaises seront concernées et dans 4 départements : les Bouches-du-Rhône, la Seine-Saint-Denis, Paris et la Gironde ; ce seront 100 % des maternelles. Aujourd'hui, 36 % des travailleurs sont déjà exposés aux chaleurs extrêmes sur leur lieu de travail. D'ici 2100, 5 % des hôpitaux français seront menacés de fermeture à cause des aléas climatiques extrêmes, et 3 % des écoles primaires et 2,3 % des maisons de retraite seront affectés par la montée des eaux.

Oxfam France

À

RECHERCHE

Le groupement d'intérêt scientifique OB%PINE annonce le lancement du projet OB%PINE+

Sélectionné et financé dans le cadre du plan France 2030, le projet vise à construire une plateforme nationale de recherche et de développement en épidémiologie via les eaux usées qui s'intègre dans le dispositif national de prévention contre les futures maladies émergentes infectieuses et pathogènes à haut risque. L'objectif est d'analyser les eaux usées pour détecter précocement et suivre les épidémies. Le projet est porté par Sorbonne Université et rassemble 22 partenaires issus des secteurs privés et publics. Il est doté d'un financement de 10 millions d'euros sur cinq ans.

Sorbonne Université

À

PUBLICATIONS

Rapport national 2024 de l'Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement

L'Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement, piloté par l'Office français de la biodiversité avec l'appui des services de l'État, vient de publier son quatorzième rapport, à partir des données publiées par les collectivités sur l'exercice 2022. Ce rapport a vocation à présenter un panorama de l'organisation et de la performance des services publics de l'eau, d'assainissement collectif et non collectif.

Rapport - Infographie

À

Mission de simplification du cadre législatif et réglementaire applicable à l'entretien des cours d'eau

En lien avec les inondations d'ampleur exceptionnelle qui ont eu lieu à l'automne 2023 et en janvier 2024 dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, une mission conjointe du CGAAER et de l'IGEDD a été chargée de faire des propositions de simplification des dispositions juridiques applicables aux travaux d'entretien des cours d'eau, sur l'ensemble du territoire national.

Il est à noter que "le manque d'entretien des réseaux hydrauliques permettant l'évacuation des eaux vers la mer n'a pas été la cause des inondations dans le Nord et le Pas-de-Calais. Le facteur déclenchant en est en effet l'ampleur des précipitations, avec des cumuls atteignant près de 800 mm sur les deux derniers mois de l'année 2023, causant des crues dépassant largement les niveaux centennaux. Ces cumuls ont largement excédé les capacités des ouvrages de protection contre les crues, même quand ils sont parfaitement entretenus, ceux-ci étant le plus souvent, et logiquement, dimensionnés pour des épisodes d'occurrence inférieure à une crue cinquantennale." Néanmoins, le rapport souligne que, pour nombre de cours d'eau, le manque d'entretien courant durant de nombreuses années aboutit à rendre difficile l'appréciation du bon niveau de creusement pour revenir à l'état antérieur de référence, et établir les cours d'eau dans leurs largeurs et profondeurs naturelles.

CGAAER

Eau souterraine et sécheresse : Les défis à venir des territoires

Cet été 2024, la situation des nappes phréatiques est, à quelques exceptions près, très satisfaisante. Mais qu'en sera-t-il à plus long terme ? Entre changement climatique et tensions sur les usages de l'eau, le BRGM présente un tour d'horizon de quelques territoires et des défis qui les attendent. Au sommaire : Pourquoi la Bretagne, région réputée humide, est-elle vulnérable à la sécheresse ? La nappe de Beauce, un immense réservoir d'eau confronté à la sécheresse et à la pollution ; La baie du Mont-Saint-Michel face au risque de sécheresse à la fin du siècle ; PACA : Changement climatique et pénuries d'eau, les défis qui attendent la région.

BRGM - À accÃ©s Ã la sÃ©rie d'articles publiÃ©s sur "The Conversation"

SÃ©rie Climat : L'urgence de l'adaptation en 10 graphiques

Pour se figurer concrÃ©tement ce qui attend le pays d'ici Ã 2100, "Alternatives Ã©conomiques" a sÃ©lectionnÃ© dix cartes et dix graphiques illustrant les principaux impacts du rÃ©chauffement, suivant des scÃ©narios plus ou moins pessimistes. Tous les domaines de la vie et de l'Ã©conomie sont concernÃ©s : habitat, infrastructures, milieux naturels, santÃ©, loisirs. Pour ne pas s'en tenir aux constats, cette sÃ©rie d'Ã©tÃ© dÃ©crypte aussi les pistes pour s'adapter aux consÃ©quences d'un rÃ©chauffement inÃ©vitable, mais qu'il faut par ailleurs contenir dans des limites supportables pour l'humanitÃ© et le reste du monde vivant.

Alternatives Ã©conomiques [AccÃ©s sur abonnement gratuit]

Face aux risques, Ã©tre tous prÃ©parÃ©s

Les collectivitÃ©s ont un rÃ´le important Ã jouer pour impliquer les populations dans la prÃ©vention des risques, en actionnant deux leviers majeurs : la participation du public et la sensibilisation par l'Ã©motionnel.

CEREMA - article publiÃ© par TechnicitÃ©s

Agriculture

SÃ©paration de la vente et du conseil des produits phytopharmaceutiques

InstaurÃ©e par la loi nÂ° 2018-938 (Ã©GAlim), la sÃ©paration de la vente et du conseil des produits phytopharmaceutiques est applicable depuis le 01/01/2021. En consÃ©quence, la plupart des agriculteurs doivent recourir, par pÃ©riodes de cinq ans, Ã deux conseils stratÃ©giques phytopharmaceutiques (CSP) indÃ©pendants. Ã dÃ©faut, ils encourent le non-renouvellement du document Certiphyto leur permettant d'acquÃ©rir des produits phytosanitaires afin de sauvegarder leurs rÃ©coltes. Or, la quasi-totalitÃ© des coopÃ©ratives et Ã©tablissements de nÃ©goce ont choisi de conserver leur activitÃ© de vente de prÃ©fÃ©rence leur activitÃ© de conseil alors mÃªme que l'offre en conseil indÃ©pendant a du mal Ã se dÃ©velopper, constate un rÃ©cent rapport du CGAAER.

CGAAER

Produire de l'alternative en protection des cultures

Retour d'expÃ©rience de plans d'action sur les alternatives non chimiques aux substances actives Ã retirÃ©es

"Il faut produire de l'alternative plutÃ´t que de l'impasse" a dÃ©clarÃ© le ministre de l'Agriculture et de la SouverainetÃ© alimentaire Ã propos de la dÃ©cision d'accÃ©lÃ©rer la recherche, le dÃ©veloppement et le dÃ©ploiement des solutions alternatives aux substances actives visÃ©es par un retrait. Pour rÃ©pondre Ã cet objectif, dans l'optique du dÃ©veloppement de l'agroÃ©cologie, une mission du CGAAER a Ã©tÃ© chargÃ©e de proposer un mode opÃ©ratoire et de formuler des recommandations.

CGAAER

Mer et littoraux

La mer en dÃ©bat, la CNDP a publiÃ© sa synthÃ©se

La mise Ã jour des Documents stratÃ©giques de faÃ§ade, prÃ©vue par l'Ã©tat d'ici la fin 2024/dÃ©but 2025, a conduit Ã

l'organisation par la commission nationale du débat public (CNDP) d'un débat en amont, intitulé "La mer en débat". La restitution des échanges, leurs enseignements et les recommandations formulées par la CNDP ont été publiés.

CNDP - compte-rendu, synthèse et bilan

À

OUTILS & REPLAYS

Expertises.territoires

Commun numérique de l'adaptation aux changements climatiques et de la transition écologique des territoires

Ouverte en mars 2022, la plateforme numérique et collaborative mise en place par le CEREMA a atteint un nouveau palier en 2024 en dépassant les 15 000 membres et les 220 communautés.

Imaginé en 2020, ce projet s'appuie sur le constat partagé de l'isolement des techniciens de collectivités face aux défis de l'adaptation aux changements climatiques et de la transition écologique et de leurs besoins de partager avec des pairs mais également des experts de spécialités très différentes. Expertises.Territoires est l'espace unique où se connectent les acteurs territoriaux, leurs partenaires et les experts de tous horizons.

CEREMA

Mesurer la fragmentation des espaces naturels

La fragmentation des milieux naturels liée, notamment, à l'urbanisation et au développement des infrastructures de transport limitant le déplacement des espèces, est, avec le changement climatique qui les force à s'adapter ou à migrer, l'une des principales causes de l'érosion de la biodiversité. La stratégie nationale biodiversité 2030 prévoit de se doter d'objectifs chiffrés pour disposer d'un indicateur permettant de suivre le niveau de fragmentation et les résultats de la restauration, mesurés à travers la taille effective de maille.

En 2022, la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) a confié au CEREMA une étude sur l'amélioration de la robustesse de l'indicateur. L'objectif est de le rendre plus représentatif encore de la réalité du terrain, grâce à un apport de nouvelles données géographiques, de suivre plus finement et plus régulièrement les évolutions de la fragmentation des espaces naturels dans les territoires, et notamment mesurer les réponses apportées par les aménageurs. Ces résultats ont été publiés sur CeremaDoc.

CEREMA

À

ACTEURS

Challenge de l'Union sociale pour l'habitat avec l'appui des agences

En septembre 2023, un partenariat majeur a été signé entre les six agences de l'eau et l'Union sociale pour l'habitat afin de placer la gestion de l'eau, la renaturation des espaces et la lutte contre l'effet d'ilot de chaleur urbain au cœur des projets de construction et de rénovation du logement social, pour améliorer le cadre de vie et le bien-être des habitants.

L'Union sociale pour l'habitat lance aujourd'hui un grand challenge Eau collectif appelé "BarEauMètre", qui vise à mettre en lumière les actions déployées par les organismes HLM dans le cadre de ce partenariat.

Les bailleurs sociaux sont les propriétaires d'un patrimoine bâti mais également souvent de l'ensemble des infrastructures associées (voiries, réseaux d'eau, d'assainissement, espaces verts et de nature...), qui représentent des surfaces conséquentes de l'espace urbain. Ils sont donc un acteur clé de la ville perméable et durable, au cœur de la politique de la ville. Leurs opérations courantes ou plus structurantes constituent des opportunités pour une autre gestion de l'eau (infiltration dans les espaces verts ou surfaces perméables, réutilisation...) et préservation voire amélioration de la biodiversité, pour des projets économiques et un meilleur cadre de vie. Les objectifs fixés dans le Challenge Eau sont de x2 le rythme des mètres carrés de perméabilisés sur 3 ans pour atteindre l'équivalent de 90 terrains de football, de x2 le nombre de récupérateurs d'eau de pluie installés. Pour y arriver, les organismes HLM doivent monter des dossiers d'aide technique et financière auprès des agences de l'eau.

Agences de l'eau

Métro-France et le BRGM renforcent leur coopération

Le 11 juillet, le BRGM et Métro-France ont signé un accord-cadre pour renforcer et pérenniser leurs partenariats sur le long terme. Trois domaines prioritaires ont été identifiés : 1. L'amélioration de la capacité à anticiper la gestion de la ressource en eau, avec pour objectif une meilleure prévision et anticipation de cette ressource à court, moyen et long terme ; 2. L'amélioration des prévisions de hauteur du niveau de la mer et de vagues-submersion, afin d'apprécier plus finement les scénarios d'exposition du littoral à la submersion marine. 3. L'amélioration de la compréhension des phénomènes de sécheresse des sols et du risque de retrait-gonflement des argiles, dans un contexte où le cycle de sécheresse et d'hydratation des sols évolue du fait des changements climatiques.

BRGM

Thierry Burlot, président du comité de bassin est fait chevalier de la Légion d'honneur

Par décret du Président de la République en date du 3 juillet 2024, pris sur le rapport de Christophe Béchou, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, Thierry Burlot a été élevé au grade de chevalier de la Légion d'honneur. La distinction vient souligner plus de 40 ans d'implication dans la vie publique et un engagement reconnu autour des politiques de l'environnement et de l'eau. Thierry Burlot, actuellement président du comité de bassin Loire-Bretagne après avoir été président de sa commission planification, s'est impliqué très tôt, dans des fonctions collectives dans les Côtes d'Armor et au Conseil régional de Bretagne.

Loire-Bretagne

À

RHIN-MEUSE

Projet URB-Bain : Interroger le retour de la baignade en milieu urbain

Dans un contexte de changement climatique, les températures estivales élevées en ville favorisent l'envie des citoyens de pouvoir disposer de baignades urbaines. Le projet URB-Bain a pour objectif de définir une méthodologie d'évaluation de la faisabilité technique et sociale d'une baignade en milieu urbain. Porté par l'École des Hautes Études en Santé publique (EHESP) de Rennes, d'une durée de 3 ans et ayant la ville de Metz comme terrain d'expérimentation, le projet URB-Bain a pour objectif d'interroger la faisabilité du retour de la baignade urbaine en milieu naturel tant sous l'angle sanitaire que sociétal. Ce sujet qui revêt un caractère d'actualité de plus en plus marqué dans des contextes de climat changeant qui conduisent à des périodes estivales caniculaires. Il propose de développer une méthodologie adaptée à ces nouvelles pratiques en ville et aux profils de baignade particuliers, permettant de caractériser la faisabilité d'implantation d'une baignade en milieu urbain.

Rhin-Meuse

Devenez membre du Parlement des jeunes pour l'eau

Le Parlement des jeunes pour l'eau est un collectif composé de 40 jeunes âgés de 16 à 27 ans, résidant sur le bassin Rhin-Meuse. Représentatif de la diversité du territoire, ce collectif vise la parité, la diversité géographique et sociologique. Pour candidater, il suffit : d'avoir entre 16 et 27 ans ; d'être résident du bassin Rhin-Meuse ; de pouvoir se rendre disponible pour participer aux séances du Parlement. Les candidats seront sélectionnés sur leur motivation puis par tirage au sort. Ils seront informés de la suite donnée à leur candidature au plus tard le 15 octobre. La séance d'installation du Parlement des jeunes se déroulera le samedi 30 novembre au siège de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse à Rozérieulles.

Candidater

À

AUVERGNE RHÔNE-ALPES

Isère : Un arbre, Un habitant

Le programme "Un arbre Un habitant en Isère" vise la plantation ou la régénération naturelle d'un millions d'arbres d'ici 2028, pour tenter de compenser tout ou partie des départs estimés. Une soixantaine de projets ont émergé depuis son lancement en 2022 et une vingtaine d'autres sont en cours de déploiement dans les forêts publiques. Le Département accorde des aides financières pour les travaux (préparation du sol, plantations, protections grillagées ou applications de répulsifs naturels sur les plants ou semis...), qui peuvent atteindre 80 % du montant total. Les élus sont invités à sensibiliser les publics scolaires à la préservation des forêts et aux opérations menées pour les rendre plus résilientes.

Communes forestières AURA

À

RHÔNE-MÉDITERRANÉE CORSE

Histoire d'ondes : L'Argens

Pour les gens d'ici, il se nomme "l'argen", sans prononcer le "s" final. Cette consonne muette tient à l'histoire et sûrement aussi à l'attachement envers ce fleuve que les Romains avaient baptisé Argenteus en raison de sa pureté et de ses reflets argentés. Nous sommes en Provence, où l'eau reste un paradoxe. Elle se cache puis se dévoile en cascades débordantes ; se fait discrète ou tonitruante ; procure la richesse tout autant que la dévastation. Source de vie, elle entraîne parfois la mort, mais on la vénère. Car elle est unique ! Ainsi se porte l'Argens dans le cœur des habitants du Var, département dont il sillonne une grande partie du territoire, depuis Seillons-Source-d'Argens, à une altitude de 270 mètres, jusqu'aux portes de Fréjus, tout au long d'un linéaire de 116 kilomètres connecté à un réseau de 45 affluents parfois très turbulents.

Nos bassins regorgent de récits extraordinaires mettant en scène des femmes et des hommes qui s'engagent pour sauver l'eau. Six fois par an, l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée Corse leur rend hommage en vous racontant leur histoire.

L'Argens entre enfer et paradis

À

ADOUR-GARONNE

Guide des acteurs de l'Éducation À l'eau

Ce guide cartographie les acteurs d'Éducation et de la sensibilisation À l'eau du Grand Sud-Ouest soutenus par l'Agence de l'eau Adour-Garonne depuis 2022. L'outil permet aux enseignants, À©lus, entreprises et grand public de se connecter avec les acteurs de son territoire et de s'acculturer aux enjeux de l'eau. Il contient 90 projets et outils, 18 d'À©partements reprÀ©sentÀ©s sur 7 sous-bassins, des focus thÀ©matiques (solutions fondÀ©es sur la nature, l'agroÀ©cologie, le changement climatique...).

Agence d'eau

À

LOIRE-BRETAGNE

Littoral : Agissons de la terre À la mer

Pour beaucoup d'entre nous, le littoral est synonyme de vacances, de baignades, de jeux, de d'À©tente dans de beaux paysages. Pour les "locaux", le littoral rime aussi avec ressources À©conomiques, lieu de vie et richesse À©cologique... Force est de constater qu'il nous concerne tous, chaque jour de l'annÀ©e. SituÀ© À l'aval des bassins versants, le littoral est soumis À de nombreuses pressions humaines parfois amplifiÀ©es par le d'À©rÀ©glement climatique. Ces pressions proviennent parfois de trÀ©s loin À l'intÀ©rieur des terres. De la terre À la mer, nous sommes donc tous concernÀ©s par la prÀ©servation et la restauration de notre littoral.

L'Agence de l'eau Loire-Bretagne profite de l'À©tÀ© pour y consacrer son dossier du mois.

Agence de l'eau

À

APPEL À© COMMUNS

Construire le jumeau numÀ©rique de la France et de ses territoires

L'IGN, le CEREMA et l'INRIA lancent un appel À© communs pour le jumeau numÀ©rique de la France et de ses territoires, ouvert À tous les acteurs publics et privÀ©s d'À©sireux de s'associer au projet. Soutenu par France 2030, cet appel doit permettre d'approfondir certains cas d'usage, de mutualiser les initiatives, de passer À l'À©chelle nationale des solutions partielles, ou encore de dessiner un futur socle technique partagÀ©.

L'urgence des d'À©fis environnementaux place les politiques de gestion du territoire face À des enjeux inÀ©dits qui appellent le d'À©veloppement de nouveaux outils. En plus de disposer d'une description prÀ©cise du territoire, il est d'À©sormais essentiel de pouvoir anticiper son À©volution et de simuler diffÀ©rents scÀ©narios de gestion en vue d'À©valuer, voire de

comparer, par anticipation, leurs impacts. C'est l'objectif de la construction progressive d'un jumeau numérique de la France. Ouvert jusqu'au 30 septembre, l'appel à projets communs invite les acteurs publics et privés (État, collectivités, organismes de recherche, associations, startups, industriels) à rejoindre l'équipe de France du Jumeau numérique que souhaitent impulser les trois institutions. L'approche voulue est une co-construction État-collectivités en partenariat étroit avec les acteurs industriels et innovants, et s'articulant autour de trois volets : 1. Des cas d'usage portés par des consortiums d'acteurs thématiques et territoriaux ; 2. Des briques technologiques pour développer des solutions de navigation et de simulation, mobilisant notamment l'IA ; 3. Un socle technique urbanisé pour donner corps à un ensemble de solutions de jumeaux numériques cohérentes et à l'état de l'art. Cinq problématiques ont été identifiées : 1. Planification écologique et aménagement durable des territoires ; 2. Gestion du littoral ; 3. Résilience du système agricole ; 4. Gestion durable des forêts ; 5. Propagation d'épidémie et épidémiologie d'intervention.

AAC Conception du jumeau numérique de la France et de ses territoires

APPEL À PROJETS

Écophyto DEPHY

Expérimentations de systèmes agroécologiques pour un usage des pesticides en ultime recours

La cellule d'animation nationale DEPHY (CAN DEPHY), en lien avec le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire et le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, pilotes du dispositif DEPHY, lance un appel à projets pour renouveler le dispositif DEPHY EXPE "Expérimentations de systèmes agroécologiques pour un usage des pesticides en ultime recours". Le dispositif EXPE est la composante expérimentale du réseau DEPHY qui vise à concevoir, éprouver et évaluer des systèmes de culture visant une forte réduction de l'usage des pesticides.

Cet appel à projets vise à sélectionner des projets ambitieux et innovants d'expérimentations ou d'observations de systèmes agroécologiques axés sur la réduction forte de l'utilisation de produits phytosanitaires, tout en intégrant les défis liés au changement climatique et/ou d'autres enjeux connexes. Les projets peuvent concerner toutes les productions végétales annuelles ou pérennes, sur le territoire hexagonal ou ultramarin, avec une préférence pour le couplage entre systèmes de cultures et d'élevage. Deux types de dispositifs seront pris en compte : les démarches expérimentales "système", assurant la robustesse des résultats ; les démarches d'observation d'observatoires pilotes, flexibles et exploratoires. L'approche par reconception des systèmes mobilisant les principes de la protection intégrée des cultures (PIC) et de l'agroécologie sera privilégiée, avec la possibilité d'intégrer des essais satellites pour étudier les leviers innovants.

Dépôt des dossiers - 30 septembre 2024

À

APPELS À PROJETS DES AGENCES

Grand Est

AMI Systèmes agricoles favorables à la protection et à la restauration de la ressource en eau et de la biodiversité

Fortes de la réussite des 6 premières éditions, avec plus de 100 projets accompagnés soit un montant subventionné d'environ 19 millions d'euros, la Région Grand Est et les Agences de l'eau Rhin-Meuse, Seine-Normandie et Rhône-Méditerranée Corse renouvellent leur collaboration en apportant un soutien ciblé pour le développement ou l'adaptation de filières favorables à l'eau sur le territoire. L'édition 2024 de cet appel à manifestation d'intérêt souhaite investiguer davantage de nouveaux types de projets en lien avec les opportunités de débouchés et la demande sociale. Dans ce cadre, sont ciblés notamment : les projets portant sur le volet commercialisation en lien avec les démarches des projets alimentaires territoriaux labellisés ; les actions s'inscrivant dans des projets territoriaux autour de la restauration

collective (croisement avec le levier sur les politiques des collectives), ou autour de la construction d'accords entre producteurs et distributeurs de proximité ; les projets expérimentaux, sur des cultures spécifiques dites à bas besoin en eau, telles que le mil, le millet, le sorgho, etc. et conduites avec pas ou peu d'intrants, ou sur des systèmes agroforestiers.

Départ des dossiers - 30 septembre 2024

Rhin-Meuse

J'ai un projet pour le Rhin 2024

Retour de l'appel à projets ouvert aux associations, aux particuliers, aux collectivités, aux acteurs du tourisme, de la culture... L'AAP a pour objectif de valoriser le Rhin auprès du plus grand nombre, et à travers une diversité d'actions. L'ambition est de mobiliser le plus grand nombre et de renouer le lien entre le grand public et le Rhin. L'idée est d'écrire une nouvelle page d'histoire du fleuve en s'appuyant sur une dynamique économique, associative et citoyenne. Les critères d'éligibilité des projets sont souples, aux fins de laisser aux initiatives locales la possibilité d'émerger. Les domaines retenus sont au nombre de 4 : Écotourisme ; Culture et patrimoine ; Économie ; Environnement.

Départ des candidatures - 1 date restante : 30 septembre 2024

La Moselle en commun

La Région Grand Est et l'Agence de l'eau Rhin-Meuse lancent un nouvel appel à projets "La Moselle en commun", en partenariat avec les Conseils départementaux de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle et des Vosges. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Plan Moselle visant dans un premier temps l'émergence d'une gouvernance partagée sur l'ensemble du bassin versant de la Moselle française (hors Sarre). L'objectif est de mettre en cohérence, via la mise en commun, l'échange et la concertation, les grands enjeux identifiés autour de la rivière Moselle et ses milieux connexes : enjeux de restauration écologique, d'atténuation du risque inondation, de partage de la ressource en eau mais aussi d'amélioration du cadre de vie pour les habitants du bassin versant ou de développement économique et touristique. Les projets pourront relever d'au moins une des 4 catégories suivantes : Écotourisme, culture et patrimoine, Économie, cadre de vie, avec pour principaux objectifs la promotion du bassin versant de la Moselle comme élément d'amélioration du cadre de vie, générateur d'opportunités culturelles, touristiques ou ludiques, outil de sensibilisation et d'éducation des publics à la préservation et la restauration des milieux aquatiques ou facteur de développement de nouvelles économies respectueuses de la ressource en eau.

Départ des dossiers - 30 novembre 2024

Rhône-Méditerranée Corse

Accompagner la sobriété en eau des acteurs économiques

Sur les territoires des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse, cet appel à projets offre la possibilité aux acteurs économiques (hors activité agricole), de réduire leur impact sur la ressource en réalisant des projets d'économies d'eau. Il vise les opérations d'économies d'eau ayant un volume minimum économisé de 2 000 m³/an.

Départ des dossiers - 30 septembre 2024

Adour-Garonne

AMI Micropolluants

L'omniprésence et la persistance des micropolluants dans l'eau constitue un défi majeur pour les collectivités, les industriels, les établissements de santé et de recherche et la profession agricole. Pour répondre à ce sujet prioritaire,

dans le cadre d'une politique de prévention à la source des pollutions, le Comité de bassin Adour-Garonne souhaite mettre en place des démonstrateurs sur les traitements possibles de ces micropolluants dans différents contextes. Afin d'identifier les acteurs qui pourront être les parties prenantes pour engager ces projets de démonstration, un appel à manifestation d'intérêt (AMI) est lancé. Il permettra de "préciser des acteurs" qui souhaiteraient prendre part à des projets de démonstration, de préférence sous une forme collaborative en association avec des collectivités, des entreprises, des chercheurs... Les projets ainsi construits permettront d'apporter des éléments de qualification et de quantification technique, économique, juridique, sociale sur : les effluents industriels (notamment PFAS) ou urbains (nouvelles filières de traitement, traitement tertiaires ou quaternaires innovants, traitement et valorisation des boues) ; l'eau potable (traitement des unités de production) ; les eaux pluviales (traitement, infiltration à la source, gestion du temps de pluie innovante). Les techniques de suivis et d'analyses innovantes (chimiques ou écotoxicologiques) sont également attendues.

Dépôt des dossiers - 13 septembre 2024

Seine-Normandie

Études volumes prélevables

2024 s'inscrit dans la continuité de 2023, avec une augmentation de capacité de financement de projets à hauteur de 72,9 millions d'euros, visant à accélérer la mise en œuvre des projets locaux. Les mesures concernent tous les acteurs : collectivités, agriculteurs, entreprises. Pour compléter le dispositif, l'Agence de l'eau met en place un appel à projets ciblé sur la réalisation d'une étude sur les volumes prélevables en étiage en répondant à l'appel à projets avant le 30 septembre. Le taux d'aide va jusqu'à 100 % (au lieu de 80 % comme indiqué dans le 11^{ème} programme).

Dépôt des dossiers - 30 septembre 2024

Artois-Picardie

Juniors - Fenêtres sur l'eau "Raconte-moi l'eau"

Le dispositif se met à jour du plan Eau ! Destiné aux scolaires de cycle 3 et 4 et aux pré-scolaires, Fenêtres sur l'Eau "Raconte-moi l'eau" élargit ses thèmes et s'ouvre aux thématiques suivantes : Petit cycle de l'eau ; Grand cycle de l'eau ; Consommation et économies d'eau ; Écosystèmes aquatiques (zone humide, rivière, mare...) ; Biodiversité des milieux aquatiques ; Activités humaines et impacts sur la ressource en eau ; Risques naturels liés à l'eau ; Effets du changement climatique sur la ressource en eau et solutions d'adaptation.

Face aux enjeux environnementaux qui nous attendent, éveiller les consciences des plus jeunes aux problématiques liées à l'eau, aux milieux aquatiques et à la biodiversité dans un contexte d'adaptation au changement climatique est une priorité. S'appuyant sur des structures-relais reconnus en éducation à l'environnement, l'agence ambitionne de sensibiliser 1 % du public scolaire du bassin.

Dépôt des dossiers - 1 date restante : 15 octobre 2024

À

OUTREMERS FRANÇAIS

Les lauréats SOS Corail 2024

La Fondation de la Mer et l'Initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) révèlent les 4 projets lauréats du programme SOS Corail 2024 pour protéger et restaurer les écosystèmes des mangroves dans les outre-mers français. Ces projets sélectionnés et validés scientifiquement concernent des associations de la Nouvelle-Calédonie, de Mayotte, de la Guyane et de la Martinique.

En 30 ans, 20 % de la superficie mondiale des mangroves a disparu, dont 60 % en raison des activités humaines. Selon l'UNESCO, les mangroves disparaissent 3 à 5 fois plus vite que les pertes forestières mondiales globales. Leur déclin a des impacts écologiques et socio-économiques graves. La Fondation de la Mer a créé en 2021, en partenariat avec l'Initiative Française pour les Récifs Coralliens - IFRECOR, la plateforme de financement participatif SOS Corail. Cette plateforme de financement participatif permet de récolter et de redistribuer des fonds pour déployer des actions concrètes dans le but de préserver ces écosystèmes.

Plateforme SOS Corail

À

GRÈCE

Soutien de la BEI à Athènes

La Banque européenne d'investissement (BEI) dispensera des conseils à EYDAP, la société de distribution d'eau et d'assainissement d'Athènes, afin de soutenir son programme d'investissement de 2 milliards d'euros sur dix ans, qui vise à garantir un approvisionnement en eau plus résilient dans la capitale grecque. Dans le cadre de l'accord, les services de conseil de la BEI aideront EYDAP à gérer les risques climatiques tels que les pénuries d'eau, les sécheresses et les vagues de chaleur, sachant qu'EYDAP dessert une population de 4,4 millions d'habitants et exploite un réseau d'adduction d'eau de 14 500 kilomètres. En vertu de cet accord, qui relève du champ d'application de la plateforme de conseil InvestEU, les services d'assistance technique de la BEI aideront EYDAP à hiérarchiser ses mesures et à mettre en œuvre les projets de son portefeuille au titre de sa stratégie d'optimisation de l'efficacité pour son adaptation aux changements climatiques.

BEI

À

À

Afrique
top

MAROC

SM le Roi priorise la politique nationale de l'eau

Dans son discours adressé à la Nation l'occasion de la Fête du Trône, SM le Roi Mohammed VI a souligné l'importance d'une mise à jour continue des leviers de la politique nationale de l'eau et de la définition d'un objectif stratégique, quelles que soient les circonstances, pour faire face à l'accroissement des besoins en eau et des contraintes. Cet objectif stratégique vise à la fois à garantir l'eau potable à tous les citoyens et à couvrir 80 % au moins des besoins d'irrigation sur tout le territoire national. Concrètement, il repose sur l'achèvement du programme de construction de barrages, l'interconnexion des bassins et l'accélération de la réalisation des stations de dessalement de l'eau de mer, selon le programme arrêté à cet effet pour assurer la mobilisation annuelle de plus de 1,7 milliard de mètres cubes. SM le Roi a cité à cet égard le cas de la station de dessalement de Casablanca, le plus grand projet du genre en Afrique et la deuxième installation au monde, qui sera alimentée à 100 % en énergie propre.

De nombreux experts ont pris la plume pour saluer le discours.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) - À AllAfrica

À

ALGÉRIE

Pour la création d'un Conseil national de la sécurité hydrique

Les participants à un colloque national sur "l'impact du changement climatique sur la sécurité hydrique et le développement agricole en Algérie", ont plaidé pour la création d'un Conseil national de la sécurité hydrique regroupant l'ensemble des acteurs. Ils ont recommandé en outre l'ouverture d'antennes de la banque nationale des semences à travers le pays ainsi que l'organisation d'un recensement général de différentes variétés d'espèces végétales et d'insectes. De même qu'ils ont mis l'accent sur la nécessité de promouvoir l'agriculture biologique, la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires et le recours à des techniques et applications respectueuses de l'environnement. Enfin, ils ont préconisé l'ouverture de nouvelles spécialités et filiales de l'enseignement supérieur liées à l'agriculture intelligente, en sus de l'encouragement et la promotion des startups dans le secteur agricole.

Algérie Presse Service (Alger) - À AllAfrica

À

BURKINA FASO

Les députés adoptent à l'unanimité le projet d'AEP dans les localités fragiles

Sur un accord de prêt entre le Burkina Faso et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), en date du 13 octobre 2023, un montant de plus de 11 milliards de francs CFA (un peu moins de 17 millions d'euros) a été alloué pour la mise en œuvre du Projet d'approvisionnement en eau potable dans les localités fragiles (PAEP-LF). Dans les zones d'intervention, ce projet va atténuer les difficultés d'accès à l'eau potable pour au minimum 174 000 personnes réparties en 144 localités.

Oumarou Rabo, Sidwaya Quotidien - À AllAfrica

À

MALI MAURITANIE SÉNÉGAL

Vers l'exécution d'un projet commun

Les responsables d'un projet consacré à la gestion de l'eau, à la sécurité climatique et à la consolidation de la paix au Mali, en Mauritanie et au Sénégal ont entamé la conception du document de mise en œuvre cette initiative internationale, avec pour ambition de boucler la tâche le 21 août. L'objet est d'arrêter les orientations stratégiques du projet baptisé "Investissement transfrontalier autour de la gestion de l'eau, de la sécurité climatique et de la consolidation de la paix dans les espaces frontaliers du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal", et conjointement porté par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). L'atelier doit permettre de discuter des "orientations stratégiques" du projet multilatéral et de finaliser la conception du document avec lequel il sera mis en œuvre. Les auteurs du document préparatoire signalent que des consultations nationales organisées au Mali, au Sénégal et en Mauritanie courant mai ont permis aux trois pays de développer "une vision partagée des défis transfrontaliers [et] des zones d'intervention prioritaires".

Agence de Presse Sénégalaise (Dakar) - AllAfrica

À

SÉNÉGAL

Bataille de cheikhs

L'affaire du marché de curage passé par l'Office national de l'assainissement du Sénégal (ONAS) continue de prendre de l'épaisseur dans la presse, le sujet servant opportunément certaines figures de l'opposition contre le nouveau pouvoir. La bataille médiatique est entretenue entre l'ancien directeur général de l'ONAS, Cheikh Dieng, et le nouveau ministre de tutelle (le ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement), Cheikh Tidiane Diagne. Toute l'affaire est partie des accusations de l'ancien directeur de l'ONAS, limogé trois mois à peine après son arrivée à la tête de l'Office, selon lequel le ministre de tutelle aurait attribué des contrats de curage à deux sociétés en dehors de toute procédure. En résulte l'état "patauge" dans cette affaire de chiffonniers.

Agence de Presse Sénégalaise (Dakar) - AllAfrica

À

CÔTE D'IVOIRE

Un programme de 825 millions de dollars pour l'accès à l'eau et à l'assainissement

Le gouvernement ivoirien et la Banque mondiale ont signé un accord de financement pour un projet sans précédent dans le secteur de l'eau en Côte d'Ivoire. Doté d'une enveloppe de 825 millions de dollars, le Projet d'appui à la sécurité de l'eau et de l'assainissement (PASEA) a pour objectif de fournir un accès sécurisé à des services d'eau et d'assainissement améliorés et abordables dans les régions défavorisées du nord du pays.

Le PASEA prévoit la réhabilitation de quatre grands barrages pour créer une capacité de stockage d'eau supplémentaire de 45 millions de mètres cubes et l'installation de 30 nouvelles stations hydrologiques pour améliorer le suivi des ressources en eau dans les régions éloignées du pays. De plus, le projet vise la construction de sept stations de traitement des boues fécales et l'amélioration de la chaîne de services d'assainissement dans les zones rurales et les petites villes, assurant une élimination sûre des boues fécales et la promotion de mesures d'économie circulaire. Il inclut également des installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) dans les écoles et les centres de santé, conçues en tenant compte des utilisateurs et de la sensibilité au genre. Le PASEA est basé sur la stratégie nationale

pour l'atteinte de l'Objectif de développement relatif à l'eau et l'assainissement (ODD-6), et appuiera le gouvernement dans la mise en œuvre de son plan opérationnel.

En terme, le projet permettra à plus de 2 millions de personnes, dont la moitié sont des femmes, d'accéder à l'eau potable et à l'assainissement. Les bénéficiaires comprennent les ménages, les écoles, les centres de santé et les entreprises. "Ce programme est un témoignage fort de l'engagement de la Banque mondiale à contribuer à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la résilience face aux sécheresses et aux inondations exacerbées par le changement climatique en s'attaquant aux problèmes du secteur", a déclaré Marie-Chantal Uwanyiligira, directrice des opérations de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée et le Togo. Le PASEA, qui adopte pour la première fois l'Approche programmatique multi-phase (APM) de la Banque mondiale, vise à activer le capital privé en poursuivant le partenariat public-privé pour les services d'eau et en restructurant l'Office national de l'eau potable (ONEP) en société de patrimoine, permettant ainsi une plus grande participation du secteur privé. Par ailleurs, les petites entreprises travaillant dans l'assainissement seront renforcées par des formations aux bonnes techniques de construction de latrines et à la gestion de projet.

Banque mondiale

À

TCHAD

La gestion adaptative des oiseaux d'eau

Des chercheurs de l'Office français de la biodiversité (OFB) ont mené une étude entre 2018 et 2021 pour estimer l'effectif de 24 espèces d'oiseaux d'eau vivant sur le lac Fitri, ainsi que les prélèvements effectués sur ces mêmes espèces par la population pour se nourrir. Les premiers résultats de cette étude viennent d'être publiés. À

L'exploitation durable de la faune sauvage est un enjeu majeur pour la sécurité alimentaire et la conservation de la biodiversité. En Afrique, c'est un défi quotidien, la faune étant principalement exploitée à des fins de subsistance. Dans cette étude conduite sur le lac Fitri au Tchad, les oiseaux d'eau sont une ressource naturelle exploitée en complément de l'activité de pêche. Pendant quatre ans, 24 espèces d'oiseaux d'eau ont été dénombrées par suivi aérien selon la méthode du "distance sampling". Le nombre d'oiseaux prélevés a été estimé grâce à des entretiens menés auprès de 105 pêcheurs sur les 5 500 points sur ce territoire. Un risque élevé de surexploitation a été identifié pour quatre espèces : l'Oie de Gambie (*Plectropterus gambensis*), l'Ibis sacré (*Threskiornis aethiopicus*), les pélicans (*Pelecanus* sp) et la Grue couronnée (*Balearica pavonina*), cette dernière étant menacée au niveau mondial. Ce risque est probablement accru par l'afflux massif de populations humaines au lac Fitri fuyant les zones d'insécurité autour du lac Tchad.

OFB

À

CONGO-KINSHASA

Le prix du bidon de 20 litres multiplié par 4

Le prix d'un bidon d'eau de 20 litres est passé de 250 à 750, voire 1 000 francs congolais dans la ville de Goma à la suite de la grève des transporteurs de camions-citernes d'eau. Ces transporteurs d'eau de Goma ont entamé une grève le samedi 6 juillet à la suite des tracasseries policières qu'ils subissent depuis que l'autorité provinciale a institué, le 25 juin dernier, une limitation de la circulation des camions poids lourds dans la ville.

Radio Okapi (Kinshasa) - Africa

À

MADAGASCAR

Eau potable : Un taux d'accès passé de 24 % à 53 %, pourtant...

Des avancées significatives. C'est ce que l'on peut dire du taux d'accès à l'eau potable à Madagascar. Célébrant son 25^{ème} anniversaire dans le pays, WaterAid a fait le bilan de ses réalisations en matière d'eau, assainissement et hygiène (EAH). "Si le taux d'accès à l'eau était de 24 % en 2000, il est passé à 53 % en 2023. Pour ce qui est de l'assainissement, on est passé de 7 % à 17 % et, en matière de lavage des mains, nous sommes aujourd'hui à 27 %", déclare l'ONG.

Narindra Rakotobe, Midi Madagasikara (Antananarivo) - Africa

Blablabla

Loin de cet optimisme, le Collectif des citoyens et des organisations citoyennes (CCOC) s'est attaché à décrypter le document relatif à l'analyse des lois de finances rectificatives 2024, instituant une "coupe" budgétaire de plus de 1 100 milliards d'ariarys pour les ministères "sociaux". Celle du ministère en charge de l'eau, assainissement et de l'hygiène (EAH) serait aussi la plus importante avec une baisse des dépenses de 48,7 %, sur un montant total excédant tout juste les 306 milliards d'ariarys. La priorisation des secteurs sociaux relèvera cette année encore du seul domaine "du verbe", conclut le Collectif.

Josée Belalahy, Midi Madagasikara (Antananarivo) - Africa

À

Région Atsimo-Andrefana : 62 % des points d'eau contaminés

Selon un inventaire réalisé par l'ONG SAHI, partenaire de la mise en œuvre du projet Mionjo, initié par l'UNICEF et financé par la Banque mondiale dans les quatre districts de l'Atsimo-Andrefana (Betioky Atsimo, Ankazoabo, Beroroha et Ampanihy Ouest) seuls 47,5 % des points d'eau seraient fonctionnels, les autres, soit plus de 62 %, seraient contaminés par des bactéries provenant de matières fécales. D'après ce premier inventaire toujours, seulement 23 % des établissements scolaires disposent d'un accès à l'eau, et 20 % d'entre eux d'infrastructures d'hygiène. La situation est tout aussi alarmante dans les centres de santé, précisent les interlocuteurs.

Josée Belalahy, Midi Madagasikara (Antananarivo) - Africa

À

Le recours aux pluies provoquées indispensable

Très tôt le 21 août au matin, deux techniciens de la JIRAMA et de la Direction générale de la météorologie ont pris place à bord d'un petit avion à Ivato pour réaliser une opération de pluie provoquée. Leur mission a consisté à

ensemencer les nuages au-dessus d'Andekaleka, Tsiacompaniry et Mantasoa avec 700 litres d'eau pendant une trentaine de minutes afin de favoriser une croissance nuageuse rapide et produire des précipitations. C'était la deuxième opération de pluie provoquée menée par l'entreprise publique de services d'électricité et d'eau pour alimenter ses centrales hydroélectriques et réduire ainsi les délestages dans le réseau d'eau potable.

Miangaly Ralitera, L'Express de Madagascar (Antananarivo) - AllAfrica

À

ETHIOPIE

La couverture en eau potable atteint près de 70 %

Le ministre de l'Eau et de l'Énergie a annoncé des progrès significatifs dans l'élargissement de l'accès à l'eau potable à l'échelle nationale. Le taux de couverture du pays a atteint 69,52 %. Le ministre d'État de la gestion des ressources en eau, Abraha Adugna, attribue ces progrès aux nombreuses initiatives entreprises au cours du dernier exercice budgétaire 2023-2024, notamment en matière de gestion de l'eau, d'eau potable et d'assainissement, ainsi que de développement énergétique, notamment des énergies renouvelables. Il souligne la mise en œuvre à grande échelle du projet Dam at My Door, conçu pour collecter l'eau de pluie et soutenir les régions frappées par la sécheresse.

Ethiopian News Agency (Addis Ababa) - AllAfrica

À

À

Asie
top

CHINE

Le Hainan explore des mécanismes de compensation pour protéger l'écologie des forêts

Prenant sa source dans le mont Angriling, dans le comté autonome Li et Miao de Baoting de la province de Hainan (sud de la Chine), la rivière Tengqiao serpente sur des centaines de kilomètres, traverse le réservoir de Chitian à Sanya

dans le district de Haitang avant de se jeter dans la mer. Ville touristique c'tire, Sanya a une forte demande en eau et le réservoir de Chitian est sa principale source d'eau potable. Cependant, située en aval, la ville n'a juridiction que sur une très petite partie du bassin dont 89 % des ressources en eau du réservoir proviennent de Baoting. Si le comté de Baoting dispose de 227,75 kilomètres carrés au sein du Parc national de la forêt tropicale humide de Hainan, son économie reste relativement faible. C'est dans ce cadre qu'a été labor un mécanisme de gouvernance coopérative entre l'amont et l'aval de la rivière. De 2019  2021, Sanya et Baoting ont signé un accord de compensation pour trois années consécutives en vertu duquel si les valeurs trimestrielles de surveillance de la qualit de l'eau de la section de jonction du réservoir Chitian répondent aux normes, Sanya fournit à Baoting des fonds de compensation. En août 2021, les deux régions sont parvenues à un nouvel accord conduisant à la création d' un fonds commun de 600 millions de yuans pour la protection écologique du bassin versant du réservoir de Chitian.

Prenant exemple sur ce mécanisme interrégional du réservoir de Chitian, le Hainan étudie la possibilité d'un mécanisme plus large sur l'ensemble des bassins versants de la province. Actuellement, la pratique a été engagée dans plusieurs bassins, couvrant 9 villes et comtés impliqués dans le Parc national de la forêt tropicale humide de Hainan.

Sun Haitian - People Daily



Sichuan

Un centre de recherche dans la zone humide de Zoige

Près de la marge orientale du plateau Qinghai-Tibet, située à une altitude moyenne de plus de 3 500 mètres dans la préfecture autonome tibétaine, se trouve la zone humide de Zoige, dont la superficie est estimée à 3 000 kilomètres carrés. La zone constitue la plus importante barrière de sécurité écologique dans l'ouest de la Chine et la source d'approvisionnement du fleuve Jaune. Pour stimuler la recherche scientifique et la conservation de l'écosystème, une nouvelle installation de recherche, la station de recherche écologique sur les zones humides de Zoige de l'ACS (Académie chinoise des sciences), a entamé ses opérations fin juillet. L'installation se concentre dans un bâtiment de recherche couvrant 3 500 mètres carrés et dispose également de trois parcelles expérimentales sur le terrain couvrant environ 22,7 hectares. Gao Yongheng, qui dirige la station, explique que l'installation surveillera et analysera les marqueurs biologiques des zones humides et des prairies, étudiera l'impact du changement climatique sur l'écosystème et formulera et testera des stratégies de conservation. La formation des tourbières se compte en siècles et en millénaires.à "Il faut environ une année entière pour qu'un millimètre de tourbe pousse dans des conditions favorables.  Zoige, certaines étendues de tourbières ont une profondeur de 5 à 10 mètres", note-t-il.

Au fil des ans, les chercheurs et les gouvernements locaux ont évalué les effets des changements de température et de précipitations sur les zones humides, sensibilisant les villageois et les éleveurs locaux à la protection écologique, mais aussi renforçant les patrouilles pour réprimer le vol de tourbe. Si l'état général de la zone humide s'est ici amélioré. Dan, directeur adjoint de la station, qui étudie la zone humide depuis plus de 20 ans, avant la mise en service de l'installation, confie avoir toujours l'impression d'une épée de Damoclis suspendue au-dessus des têtes.à "Si le niveau de l'eau continue de baisser, la zone humide décline et si aucune intervention n'est mise en œuvre, la région sera exposée au risque de dégradation et même de désertification, et pourrait déclencher des tempêtes de sable à l'avenir", tient-il à avertir.à "Il est important de faire progresser la recherche scientifique systématique et la promotion du développement agricole et pastoral durable dans la région."

Yishuang Liu, photo Xinhua - People Daily



Bataille pour combler une brèche de 226 mètres

Une brèche dans la digue du lac Dongting, le deuxième plus grand lac d'eau douce du pays situé dans la province du Hunan, s'est produite le vendredi 5 juillet, entraînant l'évacuation de près de 7 700 habitants locaux. Lundi soir, les secours finissaient de colmater la digue brisée, dont 210 millions de mètres cubes d'eau se sont écoulés inondant 47,64 kilomètres carrés. Les opérations de drainage ont pu d'ailleurs commencer afin d'abaisser le niveau des eaux stagnantes et de réduire la pression exercée sur les 14,35 kilomètres de digues.

Photo Xinhua - China.org

À

Le réservoir des Trois-Gorges en période de crues

Selon le Groupe des Trois-Gorges, afin d'atténuer la pression des crues dans les cours moyen et inférieur du fleuve Yangtsé, le réservoir des Trois-Gorges a progressivement réduit son débit d'eau à 14 000 mètres cubes par seconde. Le 26 juin au 1er juillet, le réservoir a emmagasiné un total de 3,9 milliards de mètres cubes d'eaux de crues.

Série de photographies de Zheng Jiayu

Photo Xinhua - China.org

À

Une section sous-marine de la Grande Muraille émerge des eaux

Récemment, le réservoir de Panjiakou, situé au xian autonome mandchou de Kuancheng, à Chengde, dans la province du Hebei (nord), a réduit son niveau d'eau stockée. Une section sous-marine de la Grande Muraille à l'intérieur du réservoir a ainsi de nouveau émergé de l'eau.

Photo Xinhua - China.org

À

À

Amériques
top

CANADA

Fonctionnement du système de tarification de la pollution

Les effets des changements climatiques se font de plus en plus sentir et qu'ils coûtent de plus en plus cher aux citoyens. Les impacts liés au climat coûtent déjà aux ménages canadiens moyens 720 dollars par année, et ce coût risque d'atteindre 2 000 dollars par année d'ici 2050 si aucune mesure supplémentaire importante n'est prise pour réduire les émissions. Mettre un prix sur la pollution est largement reconnu comme le moyen le plus efficace de réduire les émissions de gaz à effet de serre qui contribuent à l'intensification des incendies de forêt, des sécheresses et des inondations provoqués par les changements climatiques. Le système de tarification de la pollution est la pierre angulaire du plan canadien de lutte contre les changements climatiques. L'approche du Canada en matière de tarification de la pollution est en outre conçue pour répondre aux citoyens, PME, agriculteurs et communautés autochtones, les produits issus du système fédéral de tarification. Environnement et Changement climatique Canada publie à cet effet un document d'information.

Environnement et Changement climatique Canada - document d'information

À

PFAS

Le Canada passe à l'étape suivante

Sur la base des données scientifiques disponibles, le gouvernement a publié le 15 juillet une ébauche actualisée du rapport sur l'état des substances perfluoroalkyliques et polyfluoroalkyliques (PFAS) et une révision du cadre de gestion des risques. Le gouvernement propose une évaluation séparée pour examiner les profils d'exposition et de

danger des fluoropolymères. Le cadre réglementaire de gestion des risques suggère une approche progressive, consistant d'abord à adopter un règlement pour restreindre les PFAS qui ne sont pas déjà réglementés dans les mousses extinctrices, suivi par l'adoption de mesures supplémentaires pour interdire d'autres utilisations ou activités en lien avec les PFAS. Les parties intéressées et les parties prenantes sont invitées à faire part de leurs commentaires sur cette mise à jour jusqu'au 11 septembre 2024.

Mesures actuelles et futures du Canada concernant les PFAS - À la suite de la publication de l'ébauche actualisée du rapport sur l'état des PFAS, le gouvernement publiera un avis de collecte d'informations en vertu de l'article 71 de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE). L'avis invitera les fabricants, les importateurs et les utilisateurs de certaines PFAS à communiquer leurs renseignements afin d'établir des données de référence pour les activités futures. En outre, le gouvernement prévoit de publier la version finale de la mise à jour du règlement sur certaines substances toxiques interdites (2012) à l'automne 2024 afin de restreindre davantage la fabrication, l'utilisation, la vente, la mise en vente et l'importation des trois sous-groupes de PFAS qui sont déjà réglementés : le sulfonate de perfluorooctane (SPFO), l'acide perfluorooctanoïque (APFO) et les acides perfluorocarboxyliques à longue chaîne (APFC-LC). Par ailleurs, Santé Canada a publié un objectif provisoire relatif aux PFAS dans l'eau potable en février 2023. La version finale de l'objectif, fondé sur des données scientifiques fiables et axé sur la santé humaine, sera publiée dans les semaines à venir.

Environnement et Changement climatique Canada - communiqué

Environnement et Changement climatique Canada - document d'information

À

Protection de territoires publics : Québec lance vaste appel à projets

Le gouvernement du Québec lance un appel à projets auprès de la population afin de créer des aires protégées sur des terres publiques. Avec cet appel à projets, le gouvernement souhaite connaître les priorités locales, régionales et autochtones en matière de conservation des milieux naturels, explique le communiqué. La Société québécoise pour la nature et les parcs (SNAP Québec) a reçu une aide financière de 916 700 dollars CA afin de favoriser la participation du public à cet exercice.

La Presse canadienne - Radio-Canada

À

Un navire-cargo s'échoue dans le fleuve Saint-Laurent

Un navire-cargo s'est échoué dans la voie maritime du Saint-Laurent à la hauteur de Kahnawake, sur la rive sud de Montréal, sans dommages majeurs ni blessés.

Photo Christinne Muschi, La Presse canadienne - Radio-Canada

À

À

Nouvelle-Écosse

Un enfant meurt dans des inondations à Clair

Les restes de l'ouragan Beryl ont causé des inondations meurtrières en Nouvelle-Écosse. Un enfant est mort, emporté par la crue soudaine des eaux à Wolfville. Un drame qui survient à deux semaines de l'anniversaire d'autres inondations soudaines qui avaient fait quatre morts, dont deux enfants, dans la même région l'an dernier.

La tempête Beryl a fait un passage dévastateur dans le sud des États-Unis, causant au moins huit morts.

Radio-Canada

À

BRÉSIL

Des traces de cocaïne dans des requins

Des scientifiques brésiliens ont affirmé avoir détecté des traces de cocaïne dans de petits requins de la côte de Rio de Janeiro, signe de la pollution à laquelle ils sont exposés. 13 spécimens mâles et femelles ont été prélevés, prouvant tous des traces de cocaïne dans les muscles et dans le foie, précise Enrico Mendes Saggiaro, co-auteur de l'étude effectuée pour l'Instituto Oswaldo Cruz. "Il existait déjà plusieurs études dans le monde montrant la présence de cocaïne dans la matrice aquatique, dans l'eau de mer, les rivières et les égouts. Nous nous sommes demandé si au Brésil, deuxième marché mondial de la cocaïne, cette drogue atteignait le biotope. Nous avons montré que la flore et la faune sont effectivement exposés à ce polluant", explique Enrico Mendes Saggiaro. La principale hypothèse est que la pollution ait été causée par les eaux usées rejetées dans la mer, à la fois par les consommateurs qui éliminent la drogue en allant aux toilettes, et également par les laboratoires de raffinage, avance le scientifique. Le trafic maritime international est une autre hypothèse, qui resterait à vérifier.

Radio-Canada

À

À

Économie

À

top

Aquapor (Groupe Saur) acquiert CTGA et Enviman au Portugal

Le Groupe Saur annonce, par l'intermédiaire d'Aquapor, sa principale société de gestion de l'eau au Portugal, la clôture de l'acquisition de CTGA et Enviman, spécialisées dans la réalisation d'études et de projets dans les domaines de l'ingénierie hydraulique, sanitaire et environnementale, ainsi que dans l'exploitation, la maintenance et l'optimisation des systèmes environnementaux.

CTGA et Enviman enrichiront le portefeuille d'Aquapor avec des services de conseil en environnement, des études et des projets sur les infrastructures hydrauliques, la fourniture d'équipements, de technologies et des services de maintenance spécifiques au Portugal. Cette acquisition répond à la stratégie de croissance d'Aquapor, renforçant et consolidant sa position sur le marché de l'exploitation et de la maintenance des infrastructures hydrauliques, y compris les installations de traitement des eaux et des eaux usées, les stations de pompage et les réseaux, dans les segments municipal et industriel. La transaction aboutit à l'intégration opérationnelle de CTGA/Enviman au sein de Lusígia, une entreprise du Groupe Aquapor.

Saur

À

NSI (Groupe Saur) acquiert IWE Malaysia

Le Groupe Saur annonce l'acquisition d'IWE Malaysia, société spécialisée dans les solutions innovantes de traitement de l'eau. Cette acquisition stratégique, réalisée par Nijhuis Saur Industry (NSI), une filiale du Groupe, marque une étape importante dans l'expansion internationale de Saur dans la région Asie-Pacifique.

IWE Malaysia, réputée pour son expertise technique et servant des secteurs clés tels que l'alimentation et les boissons, le papier et la pâte à papier, et l'énergie, s'aligne sur l'ambition du Groupe Saur. Cette synergie permettra au groupe d'élargir son portefeuille de services et de renforcer sa présence en Asie. Dans le cadre de cette intégration, IWE deviendra le centre d'opérations régional de NSI Asia Pacific, basé en Malaisie. La transaction devrait être finalisée au quatrième trimestre 2024, sous réserve des autorisations réglementaires.

Saur